

# COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

800  
a dud  
e Roazhon

JUSTICE  
EXCEPTION  
ETAT D'...  
SESSION

Frankiz evn ar brizonidi bolmiket!



Nouvelles revendications de l'Armée Révolutionnaire Bretonne

# Kerzhadeg 2000

# 3<sup>de</sup> kerzhadeg evit Breizh dizalc'h

## Montroulez - Gwengamp

### • 22 ha 23 a viz Ebrel •

### 3<sup>ème</sup> marche pour l'indépendance

#### \* Pourquoi une telle démarche ?

Cela fait maintenant trois ans qu'EMGANN (mouvement de la gauche indépendantiste) organise la marche pour l'indépendance.

Une fois encore, nous allons marcher pour faire progresser la conscience nationale bretonne. En effet, malgré la régionalisation de leur discours, les élus locaux ne font rien de concret pour la Bretagne. S'ils sont bretons en Bretagne, ils se transforment en relais locaux de partis hexagonaux dès qu'ils se retrouvent à Paris.

Alors que d'autres en Europe (Ecosse, Pays de Galles) ont entamé leur marche pour l'indépendance, la Bretagne ne doit pas rester en retrait. A nous de prendre nos affaires en main. Pour cela, encore faudrait-il que le peuple breton en ait les moyens. Il nous faut donc, dès à présent, lutter pour obtenir une assemblée bretonne dotée de réels pouvoirs politiques (économie, éducation, environnement, relations internationales...)

#### \* Pour une internationale des peuples en lutte

De nombreuses délégations internationales (Océanie, Tahiti, Pays Basque, Pays de Galles, Asturies...) nous ont déjà accompagnés lors des précédentes marches. Cette année encore, des représentants de autres peuples en lutte nous rejoindront afin de nous faire partager leurs luttes et leurs espoirs. La solidarité internationale ne se décreète pas, elle se construit jour après jour face aux états et à leurs forces de répression.

#### Economie et Histoire

Comme chaque année, la marche pour l'indépendance sera pour nous l'occasion de mettre en avant des thèmes particuliers. A savoir : l'économie et l'histoire.

#### \* Quelle économie pour une Bretagne indépendante ?

Les militants d'EMGANN se réclament d'un indépendantisme pragmatique. Nous ne pouvons donc pas éluder la question de l'économie. Les récentes mobilisations populaires (sommet de l'OMC à Seattle, forum de Davos) ont démontré l'émergence d'une prise de conscience mondiale. La mondialisation, célébrée par les médias comme par les gouvernements de droite ou de gauche, n'est pas le paradis. Et ses effets néfastes se font de plus en plus sentir : précarisation généralisée, destruction de l'environnement, mise à l'écart de continents entiers (l'Afrique, par exemple).

Se battre pour une Bretagne indépendante, c'est aussi se battre pour imposer

#### Demandez le programme

■ La marche en pratique  
Rendez-vous dès le vendredi 21 avril, 20h30 à Morlaix. Débat sur l'économie avec de nombreux intervenants.

■ Le samedi 22, rassemblement dans le centre de Morlaix (devant la Mairie, 10h00) Pique-nique à Langolvas (12h30). Départ ensuite à pied jusqu'à Pontbihan (15 kilomètres de marche). Puis départ groupe jusqu'à Louargat (repas à 18h30) et rendez-vous à la salle Mille Clubs (20h30) pour le débat sur l'histoire de la Bretagne.

■ Le dimanche 23, départ de Louargat (11h) et marche jusqu'à Gwengamp (15 kilomètres). Meeting et repas à partir de 18 heures, salle polyvalente de Ploëze.

■ Tout au long de la marche  
voiture-balai, possibilité de se restaurer, pharmacie... Le soir, camping (amenez vos tentes). Pour tout hébergement en dortoir : Office du tourisme de Belle-Isle-en-Terre (02 96 43 01 71) ou Mairie de Louargat (02 96 43 12 35)

**Pratique : pour tout renseignement sur la marche :**  
Emgann - BP 71 - 22200 GWENGAMP  
Et tout au long de la marche : 06 13 57 40 79

## AMAN N'EO KET BRO-C'HALL ! BEVET BREIZH DIZALC'H ! Ici, c'est pas la France ! Vive l'indépendance !

d'autres rapports économiques, basés sur la solidarité avec les plus démunis, en Bretagne et partout dans le monde. La loi du profit à outrance a fait son temps. La liberté n'est pas la liberté des marchands !

#### \* Histoire, identité et conscience nationale

Les militants d'EMGANN se réclament d'un indépendantisme pragmatique et ouvert. Dans cette optique, les Bretons doivent se réapproprier leur histoire, loin des clichés et des contre-vérités qui nous ont été imposés par l'état français. Notre pays est sous l'occupation directe de l'état français depuis 1532, et nos droits légitimes sont quotidiennement bafoués. Il ne s'agit pas pour nous de récrire notre histoire, mais de la connaître et de la transmettre. Les peuples sans passe n'ont pas d'avenir !

#### Une année particulière

La marche aura cette année une dimension particulière. La fin de l'année 1999 a en effet été marquée par une forte répression en la Bretagne. De nombreux militants de notre mouvement ont été arrêtés et incarcérés à cause de leur engagement quotidien au service de la libération du peuple breton. Ce ne sont pourtant pas les méthodes barbouzardes de l'état français qui briseront le réveil breton.

Ni juges ni prisons n'arrêteront les Bretons !

Cette année aura aussi été marquée par la volonté des militants d'EMGANN d'unir les forces progressistes bretonnes. L'appel «Asambles» que nous avons lancé doit ainsi permettre de fédérer les énergies. A l'instar des plates-formes électorales lancées au Pays Basque (Aberzalen Batasuna) et en Corse (Corsica Nazione), nous devons rassembler ceux qui luttent pour une Bretagne plus libre et plus juste. Nul doute que la marche sera l'occasion d'en débater.

## Politikerezh

# Prisonniers politiques bretons 800 manifestants à Rennes

Le samedi 11 mars, ce sont plus de 800 personnes qui ont répondu présentes à l'appel de la CARB (Coordination Anti-Répressive de Bretagne), ils ont occupé les rues de Rennes afin d'exiger la libération immédiate des prisonniers politiques bretons.

Un cortège dynamique, jeune et coloré s'est bruyamment fait entendre aux cris de : «Libérez les résistants !» ou encore «Marion en prison, les prisonniers à la maison».

Si le but premier de la manifestation était bien d'affirmer la solidarité avec les prisonniers politiques bretons, la Coordination Anti-Répressive de Bretagne voulait également aborder le problème des lois anti-terroristes, la bannière de tête portait donc comme inscription : «Juridiction d'exception, Etat d'oppression», une manière d'interpeller tous les démocrates sur les immenses pouvoirs de la DNAT et surtout du pool antiterroriste, la fameuse 14ème section du Juge Bruguière. **Une des revendications de la CARB est également la dissolution de ces deux structures politico-judiciaires.**

Bien évidemment, Emgann s'était joint à la manifestation, mais il faut souligner la présence de nombreux militants UDB dont un membre de leur bureau politique, des militants d'Alternative Libertaire et du SCALP, ainsi que des membres de Chiche (jeunes du parti vert). Notons également que l'organisation internationaliste basque, Askapena, compositant de la gauche abertzale, nous avait envoyé un

message de solidarité, alors que se déroulait à Bayonne au même moment, une manif de soutien aux prisonniers basques.

La CARB a réussi son pari d'élargir le mouvement de soutien. Cette manifestation s'est déroulée à l'issue d'une intense campagne de mobilisation, des milliers de tracts ont été diffusés dans les fest-noz, les stades, les concerts, les facs... Des milliers d'affiches ont été collées. Les initiatives de soutien se sont succédées les semaines précédentes, comme à Paris où le comité de soutien local a organisé deux réunions d'information en invitant des représentants de Skoazell Vreizh, à Louargat le comité de soutien de Gwengamp a organisé un repas de soutien, permettant de rassembler des fonds... Autant d'initiatives locales en annonçant d'autres.

**La lutte continue... sur tous les fronts !**

La veille de la manifestation, un attentat endommageait sérieusement la perception d'Argenteuil du Plessix, en Ile-et-Vilaine.

EMGANN (mouvement de la gauche indépendantiste) se réjouit du succès de la manifestation de Rennes du samedi 11 mars en faveur de la libération des prisonniers politiques Bretons.

Entre 800 et 1000 personnes ont répondu présentes à l'appel de la Coordination Anti-Répressive de Bretagne pour montrer leur solidarité avec nos camarades emprisonnés.

Nous invitons tous les manifestants à s'investir dans le mouvement de soutien aux incarcérés afin d'en élargir la mobilisation. **Nous dénonçons vigoureusement les violences dont ont été victimes deux militants d'EMGANN à l'issue de la manifestation, de par l'action de quatre policiers français en civil.**

Ce genre d'incidents montre une fois de plus le vrai visage de cette police, celui d'une police politique chargée de harceler les militants politiques plus particulièrement les militants indépendantistes.

Pour EMGANN, le porte-parole : Gael ROBLIN



Photo Céline Bruneau

## Prise de parole du 11 mars 2000

Si nous sommes une fois de plus dans la rue, c'est bien évidemment pour affirmer notre solidarité avec les prisonniers politiques bretons.

C'est en effet, depuis maintenant plus de cinq mois pour certains d'entre eux, cinq Bretons sont emprisonnés par la France. Il nous paraît important de rappeler, contrairement à ce que disent certains, qu'ils sont soutenus ici en Bretagne. Soutenus par leurs familles, leurs amis et leurs camarades de lutte, et surtout par de nombreux Bretons anonymes.

**Nous n'acceptons pas le sort qui est réservé à nos cinq camarades !**

**Nous exigeons leur relâche immédiate ! Ils n'ont rien à faire en prison !**

Les prisonniers politiques bretons subissent depuis maintenant de longues semaines des conditions de détention décrites par de plus en plus de gens, comme inhumaines et indignes.

Leurs familles, leurs compagnons de lutte ont dû subir gardes à vue, interrogatoires, perquisitions, insultes, menaces et la toute puissance conférée aux juges du pool antiterroriste français laisse penser que ce type d'arrestations se reproduira encore dans les mois qui viennent.

Si nous laissons faire, d'autres Bretons auront à connaître la division nationale antiterroriste et les magistrats, véritablement indépendants de la 14ème section !

**Pendant ce temps-là, ceux qui sont responsables de la destruction et de la pollution de nos côtes sont en liberté.**

**Pendant ce temps-là, ceux qui ont subi ou travaillent bretons licenciements, précarité, flexibilité, sont en liberté.**

**Pendant que le gouvernement de la gauche plurielle semble céder devant les revendications du peuple corse, des Bretons moisissent en prison !**

**Y aurait-il deux poids deux mesures ?**

Au-delà de nos différences, au-delà de nos divergences d'analyses à propos du recours à des actions illégales aux yeux de la prétendue justice française, force est de constater que ceux et celles qui font le choix de l'action illégale en Bretagne, le font pour exposer et mettre en évidence des problèmes politiques et des déficiences démocratiques. Un gouvernement, un état prétendant démocratiques, se devaient de répondre sur le même terrain, c'est-à-dire sur le terrain politique et sûrement pas en incarcérant des Bretons bien connus pour leur engagement dans la vie démocratique en Bretagne.

**Battons-nous pour la liberté des prisonniers politiques breton !**

**Battons-nous pour toutes nos libertés !**

**Dans les semaines et les mois qui viennent, soyez à nos côtés pour obtenir :**

- la libération des prisonniers politiques bretons,
- la levée du contrôle judiciaire pour les inculpés non incarcérés,
- la dissolution de la DNAT et de la 14ème section.

**Dès maintenant, soyons solidaires de nos camarades en :**

- envoyant des dons à Skoazell Vreizh (soutiens breton) qui prend en charge les frais d'avocats et la solidarité avec les familles et les prisonniers,
- rejoignant les comités de soutien,
- écrivant aux Bretons incarcérés.

# Actions de résistance en Bretagne

## L'A.R.B. revendique

L'Armée Révolutionnaire Bretonne se voit contrainte, en ce début du XXIème siècle, de continuer la lutte commencée par les générations de militants qui nous ont précédés. Deux cents ans après sa révolution, la France n'a toujours pas effectué de révolution culturelle, ni établi les bases d'une véritable démocratie qui aurait permis à notre peuple de s'émanciper.

Pire, certains des personnages les plus hauts placés de l'Etat français continuent leur politique de négation identitaire et politique vis à vis du peuple breton.

Pas de langue bretonne, pas de peuple breton : donc pas de droits politiques ; le bilan est simple. Seul ce que nous saurons arracher ensemble, à quelque niveau que ce soit, constituera le début d'un processus de réappropriation collective.

L'avenir de notre langue est intimement lié à la reconnaissance officielle de notre peuple. Bon gré, mal gré. Ce dernier étant le seul garant de la pérennisation de nos droits et partant de là, le seul à même de garantir la démocratie en Bretagne.

Plusieurs initiatives ont vu le jour : chacune d'entre elles propose une alternative démocratique à l'impasse actuelle. Chacune d'entre elles doit être jugée selon son intérêt immédiat ou futur pour notre lutte. Nous réaffirmons que notre mouvement luttera jusqu'à l'indépendance politique du peuple breton et la souveraineté nationale de la Bretagne dans les instances internationales. Nous lutons aussi afin de permettre l'émergence d'une justice sociale plus grande et excluant la marginalisation comme mode de vie institutionnalisé. L'idée que nous faisons de la Démocratie est évolutive. Aucun Etat ne peut se doter du qualificatif de «démocratique» si ses droits collectifs et individuels sont figés. La Démocratie est une grande utopie de laquelle nous devons nous approcher chaque jour un peu plus. Le peuple breton fait régulièrement la preuve de sa maturité. Il ne doit pas continuer à être nié, ni à Paris, ni en Bretagne par une classe politique établie et sclérosée. La réappropriation doit se faire au quotidien, par résistance, par construction collective, par prise de conscience. Chacun, chacun, peut faire quelque chose, à lui, à elle, de le vouloir. L.A.R.B. se situe dans la grande ligne des mouvements : la libération nationale. En tant que tel, nous représentons une part de la conscience collective du peuple breton.



L'A.R.B. (Armée Révolutionnaire Bretonne) revendique les actions de résistance suivantes :

- 13.02.2000 : action contre les services des impôts français à Pontorson.
- 13.02.2000 : action contre les services des impôts français à Dol.
- 22.01.2000 : action contre les services administratifs français à La Baule.
- 16.02.2000 : tirs contre le bureau de recrutement de la gendarmerie française à Nantes.

Conscience historique, mais aussi conscience des nouveaux défis du XXIème siècle.

LA BRETAGNE SERA CE QUE LES BRETONS EN FERONT.

Pour nous, militants indépendantistes et socialistes, il s'agit de créer les conditions d'une remise en cause révolutionnaire des institutions françaises en Bretagne. Cette dernière devant aboutir, à terme, à un processus d'autodétermination.

Notre lutte continuera jusqu'à ce que ces conditions soient réunies.

Ceux qui nient jusqu'à l'existence même de notre mouvement seront jugés par l'Histoire le moment venu.

Bevet Breizh dieub ha sokialour.

### EMGANN - Brest

#### Soutien aux antifascistes autrichiens

Le comité Emgann, mouvement de la gauche indépendantiste Bro Vest a appelé les Bretons à soutenir les antifascistes autrichiens en participant au rassemblement, samedi 19 février, place de la Liberté.

Nous affirmons la solidarité internationale des peuples en lutte contre la bourgeoisie capitaliste qui partout use de mêmes stratagèmes pour conserver ses privilèges : populisme, stigmatisation de l'ouvrier immigré, mythe du «grand nettoyage».

Les Harder, Le Pen, Friu ou Boccon ne sont que les rois de ce système basé sur l'exploitation et la haine entre les peuples.

Les gouvernements des Etats d'Europe occidentale ont alors beau dire de hurler au fascisme.

Il suffit de regarder d'un peu plus près leur politique en matière d'immigration, de sécurité, de précarisation pour se rendre compte que celle-ci n'a mené à rien à celle proposée pour l'Autriche.

Contre l'Europe des flics et des patrons, organisons notre libération !  
Bretagne libre, socialiste et solidaire.

Pour le comité Emgann Bro Vest  
le porte-parole, Laporte Yannig

#### Fest-noz e Brest - Keleier Ar c'huzh heol

D'ar sadoñ 19 a vez cheveret on bet e fin an nozvezh e-barzh ur fest-noz e Sal ar Pregonerou, dindan Tri-Kêr Vest.

Gozde bezañ deuet e-barzh, pegeñ estonet e oan pa m'eus gweliet daou zen, diwalc'henn a-vecher. Biskoazh n'em boa gweliet seurt tra.

E-giz ma oa ur siac'had gant ur mignon din, ez eo bet ret dezhañ e zigenñ dirak sell an diwaller. Ur GWR spout !

E-pad an abadenn, on bet o choulennat unan eus ar-re-se, evit gouzout perak an daouil e oa bet engeñset. Un eston evitañ ivez, hag a-benn ar fin ez eo diviz ar preñt pe ar maez, en abeg da gabadulituz zo bet trennet e-pad ur c'hoiseri a sonezh Rag div sizhunvezh zo.

Goullennat ivez azoer ar fest-noz, ezal ur gevredigezh B.T.S. MA ivez bet ret dezhañ paerñ an tri diwaller. 1 500 L d'an nebeutañ (med e-giz 'n eus ket tapet kalz arc'hant gant an abadenn e vo zalc'hoz ar fakereñ).

Ur gwir dajer eo evit ar c'hevredigezhioù o kask azoñ gouezhoù marc'hadmat, hag ouzhpenn-se ur diarnoudennour surentour o vezañ embannet muoc'h-muac'h. Diwaller Fag Malle, diwaller fiked ar P.S. ! Ur c'hoan dajerius eo ober ar memes politikerezh evit an-tud-hou peñt. Po ket met gouzenn dajer ho mignoned a vro-Austria...

Yann Ar Skalper

### EMGANN - Rennes

#### Soutien aux occupants du 5 rue de juillet

Le comité Emgann de Rennes tient à dénoncer l'expulsion des occupants du 5 rue de juillet. Alors qu'il n'y avait ce jour-là (le 1er mars) que six personnes dans la maison, ce sont quelque 120 policiers qui ont envahi les lieux avec force à 6 heures du matin.

Depuis l'occupation des lieux, de nombreuses activités citoyennes avaient été mises en place. La maison était non seulement un toit pour certains mais aussi un lieu de rencontres et de débats.

Le diocèse, propriétaire de ce bâtiment laisse à l'abandon, préfère récupérer l'argent de la vente de cette maison au lieu d'y laisser se développer la solidarité. La nouvelle chapelle chrétienne commercialise-elle par so-même ?

Cette expulsion s'est déroulée sous un gouvernement de gauche plurielle. Avec zèle, elle nous montre le fossé qu'il peut y avoir entre ses discours sociaux et ses actions sur le terrain. Combattaient-ils ceux qui, au jour le jour, essaient de faire évoluer les mentalités vers plus d'humanité est une entrave à la liberté d'association et d'expression, un mépris des valeurs qui veulent qu'un toit, une vie décente et l'éducation pour tous soient des droits essentiels.

Au lieu de laisser des citoyens faire vivre une maison (dont la porte est désormais murée) le ministère de l'intérieur envoie sa police.

Il est temps de prendre nos affaires en mains, pour permettre la mise en place d'une société plus solidaire dans une Bretagne libre. La fondation d'une assemblée parlementaire autonome en Bretagne pourrait en être la première étape.

Emgann Rannhon - 06 84 30 94 61



Expulsion du squatt de Rennes

## Pemp prizoniad politikel en toull

Prizonidi politikel Breizhat zo bac'het e Prantz abaoe miz Here 1999, da heul laeroni danvez-larz'h Plevin an 28.09, ha tarzhadennou Lu Dispac'het Breizh (ARB). Evit an deiziou e chom 5 prizoniad. N'int ket bet barnet choazh. Un nebeud deiziou a-raok Nedeleg ez eus bet skrapet un tregonnennak a dud gant ar polis. Neus bet bac'het nemet unan.

Ne c'hellomp ket degemer en ur Stad a ra bro gwirioù mab-den anezhi :

#### Ur polis politikel

a-harz toll izili kuzul meur ur strollad evel Emgann, a gning ingal tud en dilennadegoù, a-raok lascel anezhe da vont daou zvezh war-lerc'h, hep rebec'h netra oute. E-kevez ar skrapadeg diwezhan 80% eus goullennou ar polis ne oant ket diwar-benn an darvoudoù diavaez lezenn, hogen war mont en-dro ar strollad politikel-mañ. Ouzhpenn-se hec'h ur bern pellgiznerioù hezoug zo bet tapet ha miret gant ar polis. Anao eo ar pal : mirout ouzhi an dud da labourat (fichennaouegoù izili, kouman-tenen, kontoù... zo bet miret), 1 700 lur gail zo bet dispignet gant pellgizner hezoug Emgann abaoe m'emañ gant ar polis. Disklennet o deus polised enep-sponterezh da vouez adreet Emgann : on sailt que nous n'avez aucune action clandestine, on est là pour faire du chiffre, (embannet e Liberation 17.12.1999).

#### An lagadennoù a-enep d'an emsav sevenadurel ha da frankiz ar chelaouin

pa vez savet forzh goullennou gant ar polis war mont en-dro kevredigezhioù a-bep-seurt (Diwan, Urwaniezh ar Gelerennien Brezhoneg) goulit an Eter Kozh, kreizern sevenadurel Karatez, Skuedenn Rannhon, kelennoù-noz brezhoneg...), pa vez graet furchadegoù ha tapet urzhataerezhioù peñha kazetenn-nemen meur a gelaouenn (Bremañ, Breizh Info, Combat Bre-

ton). N'en deus ket gwir rener ar gazetenn sizhuniek Breizh Info da gutaat Penn ar Bed pa ro e gazetenn kelou war 5 departamant.

#### Ar media oc'h embann gevier ar polis

hep gwiriañ o c'heleier en a-raok. E gaoz ez eus bet embannet e oa bet kavet danvez-larz'h e ti unan bennak. Ne eo ket bet dislavaret an deiz war-lerc'h. Nozout a reer ouzhi buhez prevez ur familh oc'h embann e pajenn goullit ur gelaouenn luc'hskudenn e ti. Ne vez ket deuet ouzhi ar fed eo digalvlec unan bennak ken na vez prouet ar c'hontrol (neus bet barnet den ebet). Embann a reer eo dic'houget ur strollad politikel pa vez laosket an dud da vont an deiz war-lerc'h hep lammal netra oute.

#### Tagadennoù gwirioù diazez an den

pa vez bac'het ar Breizhiz 500 km eus o zi evit mirout ouzhi o familh d'o gweliet, hag evit ma vefe diaezoc'h fia koustusoc'h evit o difenn. En digevnez emañ Denez Riou Kasel eo Alan Solé d'an ospital. Hag en diabetad ne veze ket roet e lod a insulind dezhañ. Div sizhunvezh an deus ranket Gérard Bernard gortoz a-raok gelout lapañ en douz-ur deus ezhornit evit koulsket. En tu-hont da se e vez kondaonet ingal Bro-C'hall gant lez-varm Europa ar gwirioù mab-den abalamour ma vez re alies o vad-tañ tud a-raok na vefent barnet. Kondaonet eo bet ivez peogwir ez eus bet jahinet tud en he c'homiserioù. Hag e miz Genver, en e rantañ-kont bloaz, e save Kevredad Etrevroadel ar Gwirioù Mab-den a-enep da Vro-C'hall evit he droingimpilij eus al lezenn «darempredoù gant ur strollad spontour». Amnesty International ha Komite ar Broadour Unanet war ar Jahinerezh a sav a-enep d'an doareoù ma vez dal'het he frizidion o toull-bac'h Bro-C'hall.

## L'alternative Dazont

### Dazont-Brest 1999-2000

#### Une action au sein de la jeunesse

Malgré notre étiquette de syndicat étudiant, nous faisons fort de proposer un **Mouvement Social de Jeunesse**, ouvert à tous et qui saura être une alternative à la lassitude des jeunes, face à la vie politique de notre pays. De nombreux efforts sont encore à fournir, pour préparer notre avenir en respectant les principes élémentaires de **Démocratie, de Justice sociale et de Respect de l'autre**.

Dazont est une association qui propose de concilier une réflexion généraliste sur le monde et la société à une action revendicative sur le campus, comme à l'extérieur. Depuis 6 ans, nous sommes présents dans les conseils de l'Université et nous avons ainsi acquis une connaissance de cette institution. Nous souhaitons donc poursuivre notre action et continuer à proposer une alternative, à travers nos idées et nos actes. Nous nous définissons donc un mouvement de **gauche alternative bretonniste**.

#### La place du multiculturalisme

Nous reconnaissons la diversité des cultures présentes dans l'espace breton, et nous affirmons qu'elle est indispensable au rayonnement d'une région, tournée vers l'avenir et le Monde.

Il est donc nul besoin d'opposer la culture bretonne à la culture classique, ou encore à la culture des banlieues, au contraire, il s'agit bien d'échanger. Ceci n'étant cependant possible que si l'on place ces différentes cultures sur un même pied d'égalité. Rap, rock, reggae, fest-noz, jazz et autres sont autant de moyens de s'écouter et de communiquer. **Ne soyons plus trixieux quand le métissage nous rechauffe !**

#### Pourquoi la Bretagne ?

D'abord parce qu'il s'agit de l'endroit où nous vivons. Nous sommes donc tous concernés par ce qui s'y passe, qu'on y soit né ou pas. Nous reconnaissons l'existence du peuple breton, car c'est certainement notre meilleur atout pour échapper à l'uniformisation mondiale en cours. Il s'agit d'ailleurs d'un choix personnel, et quiconque a le droit de se reconnaître breton ou pas.

#### Et pourquoi pas ?

La Bretagne existe à titre historique, géographique, sociologique, etc., mais pas comme une entité politique digne de ce nom. Nous souhaitons la mise en place d'un système fédéraliste au sein de la nouvelle communauté européenne en construction.

#### Du concret !

Non aux institutions pseudo-démocratiques, place à l'autogestion !

Contact : Dazont, Fac Victor Segalen, Local B105, 02 98 01 68 22.

## Dazont écrit au président de l'UBO

Monsieur le Président de l'UBO,  
A l'heure où l'importante régression des effectifs de notre université (encore une perte de 5% cette année) devient de plus en plus inquiétante, nous, Dazont-Union des étudiants de Bretagne, syndicat étudiant représentatif au sein de nos conseils et soutiens de l'avenir de notre université, souhaiterions attirer votre attention sur l'intérêt et l'atout que représenterait une identité bretonne pleinement affirmée et revendiquée par nos compatriotes ( )

Aussi, nous ne comprenons pas que l'UBO ignore cette dimension attractive qu'exerce la culture bretonne contemporaine dans de nombreux domaines, d'autant plus que nos élus aux conseils centraux, d'UFR lettres et sciences sociales, et d'UFR sciences et techniques ont pu constater ce **déclin profond que l'Université de Bretagne Occidentale (Skol Veur Breizh-izel affiche envers toute initiative favorable à cette culture, en pleine explosion**. Ajoutons à cela que de nombreux projets et partenariats auraient déjà pu voir le jour, comme des conventions entre la filière image et son et le secteur audio-visuel ou radiophonique en langue bretonne, entre le département de breton et les filiales de l'enseignement de la langue bretonne, si les instances décisionnelles s'en étaient préoccupées. Cependant, nous lûmes agréablement surpris d'apprendre que l'UBO s'apprêtait à signer une convention avec le projet d'université bretonniste à Carnaux-Pouligat. Espérons que cela ne soit pas juste un coup de publicité, car il est certain que les partenaires concernés ne sauraient se satisfaire d'un intérêt trop peu soutenu à la bretonnitude, élément plus ou moins à ce projet.

Dazont-UBO - Sal B-105 - Rannskol Victor Segalen - 20, street Duquesne - 29200 Brest - Pgz : 02.98.01.68.22.

Emgann/Combat breton n° 172 5

## Erika

## Marée noire, mesures dérisoires !

Emgann dénonce vivement les mesures dérisoires annoncées par le gouvernement de la prétendue gauche plurielle. Les habitants et professionnels de la mer s'attendent à de véritables décisions financières engageant Total et non l'Etat, ainsi que des mesures visant à empêcher qu'une telle catastrophe puisse se reproduire. Finalement le bœuf a accouché d'une souris.

Total en tant que pollueur n'est aucunement engagé en tant que payeur. C'est donc l'Etat, c'est-à-dire les citoyens qui doivent payer les erreurs volontaires d'une société privée française qui, elle, continue sans problème à empêcher des bénéfices (en hausse puisque le prix du pétrole est lui-même en hausse). De plus les 5 milliards d'indemnisation annoncés sont dérisoires quant à l'ampleur de la catastrophe qui risque d'entraîner le dépôt de bilan de nombreux ostréiculteurs, conchyliculteurs et pêcheurs.

C'est tout un secteur économique vital pour la façade atlantique et particulièrement la Bretagne qui est sacrifiée au nom du libéralisme et des intérêts stratégiques de l'Etat français. Que le gouvernement ne tire pas au feu si des actes violents ont lieu, c'est lui le prisonnier. Et ce n'est pas un pseudo comité anti-marée noire nantais mis en place par le PSF, le PCF, les Verts et le MDC pour canaliser la légitime révolte d'un système anti-libéral, qui pourra éventuellement dériver le feu.

Ceci est la preuve que nous n'avons rien à attendre en Bretagne du gouvernement français et de ses partis, tous favorables au libéralisme. Cela nous renforce dans notre conviction que seule une assemblée bretonne, véritable garante d'une démocratie de proximité, serait à même, en exerçant ses compétences, notamment dans le domaine maritime, de lutter efficacement contre la marée noire. Car qui est mieux à même de protéger son environnement et son économie très dépendante de la mer, sinon le premier concerné, c'est-à-dire le peuple breton ?

En tant que Mouvement de la Gauche indépendante, nous proposons à court terme et moyen terme :

- L'obligation aux navires transportant des matières dangereuses d'être munis de doubles coques de type européen et non étasunien.
- L'interdiction aux navires de plus de 15 ans de naviguer, ainsi que l'interdiction à terme du transport d'hydrocarbure par voies maritimes mais par océlique.
- L'interdiction aux navires de prendre la mer ou l'obligation de gagner le port le plus proche, lorsque les vents dépassent 40 nœuds.
- La formation et des salaires normaux aux marins engagés.

## Ni marées noires, ni armes nucléaires en Bretagne et dans le monde !

Le week-end de la Pentecôte : actions avec rassemblement devant la base de sous-marins nucléaires de l'île Longue. Le dimanche 11 juin 2000.

Le dimanche 6 août 2000 : une marche au Menez Hom (près de la Crozon). « La paix, c'est le pied ! »

- Dans les catastrophes, l'Etat doit le navire est immatriculé, l'affrètement et l'armateur sont tous trois rendus responsables et prennent en charge tous les dédommagements.

- L'interdiction des certificats de complaisance et la mise en place d'une institution mondiale d'inspecteurs, non soumise aux pressions financières, pour délivrer les certificats de navigation.

- L'augmentation des contrôles en mer et donc des effectifs des contrôleurs par une embauche massive, supérieure à celle annoncée, ainsi qu'une loi réellement dissuasive financièrement contre les compagnies dont les navires dévient sauvagement.

- La forme TOTAL-FINA-ELF prendra totalement en charge les dédommagements au nom du principe pollueur = payeur et appellera pour cela le peuple breton dans son ensemble à se mobiliser pour obtenir réparation.

- La suppression des charges fiscales et salariales pour les professionnels en danger, le temps que les indemnités soient versées et que l'activité et donc les revenus aient repris leur cours normal.

Pour Emgann-MG, le porte-parole Gaël ROBLIN



J. Barreau

## Budget militaire 2000 :

## vers une nouvelle génération d'armes nucléaires

Le budget de la Défense a été voté le 10 novembre 1999 pour l'année 2000 : 243 milliards de francs dont 92 milliards pour de nouveaux équipements. Pourtant le Traité de Non-Prolifération ratifié en 1992 par la France engage les signataires à « des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires, à une date rapprochée ».

Les projets français pour 2000-2010 sont grandioses : lancement d'un quatrième sous-marin lance-engins SSNLE(NG) en 2000, des nouveaux missiles les M51 et les ASMP) prévus pour transporter de nouveaux modèles de têtes nucléaires (les TN75) en 2008, encore améliorées en 2015 avec les TNO (Têtes Nucléaires Océaniques). Les avions Super-Étendards seront remplacés en 2004 par des Mirages 2000N, le Rafale marine entrera en service en 2009, lui aussi équipé de nouveaux têtes nucléaires, les TNA (Têtes Nucléaires Aéroportées). La facture de ces nouveaux équipements d'ici 2010 s'élevait à 300 milliards de francs ! Cf. Audit Econo-

Marée noire  
Les bénévoles portent plainte

L'actualité anti-marée noire a bien sûr été marquée par la colère des Ostréiculteurs lors de la venue du gouvernement à Nantes, mais surtout par la confirmation du fait que le fœul de ERIKA était bien cancérogène.

Cela a suscité un certain émoi médiatique, certains se rendant enfin compte que l'Etat français n'est pas seulement incomplet pour protéger nos côtes, mais il l'est tout autant lorsqu'il s'agit de protéger notre santé.

Les comités anti-marée noire, ainsi que des collectifs de bénévoles se sont regroupés en association afin de porter plainte.

## Déchets nucléaires ni en Bretagne ni ailleurs

Alors que la Bretagne et une partie de la côte atlantique française se baignent dans le mazout, on nous annonce le choix de 15 sites potentiels de stockage de déchets nucléaires (cf. n° Combat Breton mars 2000). La Bretagne fait partie de la liste grâce à ses sols granitiques.

## Les risques du stockage

Comme d'habitude, les propos des « experts » sont rassurants. De même que jusqu'à Tchernobyl et Tree Miles Island l'accident nucléaire était impossible, de même que le nucléaire ne pollue pas, de même que lors de l'accident de Tchernobyl la frontière de l'Etat français fut hermétique au ruage radioactif, de même, encore une fois, il n'y a aucun danger dans le stockage des déchets nucléaires. Et si Chirac, Jospin ou Bouyguies ne proposent pas l'Elysée, Matignon ou leurs résidences, c'est simplement parce qu'elles ne possèdent pas un sous-sol granitique, mesquins que vous êtes.

L'industrie nucléaire pollue donc. Évidemment cela ne se voit pas ou pas directement, sauf lors d'accidents majeurs. Mais elle pollue et pas de vulgaires déchets, mais du déchet particulièrement dangereux et de plus à la durée de vie extrêmement longue. C'est contraint à ne plus les jeter à la mer, et l'envoi dans l'espace étant quelque peu onéreux, c'est le système de stockage qui a été retenu. Le premier problème est posé par leur durée de vie (voir le tableau sur le temps nécessaire aux déchets nucléaires pour perdre la moitié de leur radioactivité). On ne sait pas exactement si des bouleversements géologiques particuliers pourraient avoir lieu, risquant de détruire ces sites et libérer leur contenu et si les contenants de stockages seront toujours aussi efficaces dans plusieurs milliers d'années. Ensuite, il se trouve que des chercheurs américains viennent d'obtenir une réaction chimique que l'on croyait impossible entre l'eau et la broyade de plutonium, qui pour Charles Madic, directeur de recherche à la direction du cycle du combustible du commissariat à l'énergie atomique (CEA) « est un vrai coup de tonnerre dans le monde du nucléaire ». Or le broyade de plutonium sert notamment au stockage des déchets nucléaires. Le mensuel Science et Vie, dans son numéro de mars, affirme ainsi que « cette découverte pourrait remettre en question la stratégie de stockage des déchets radioactifs ».

Le nucléaire un choix énergétique très lucratif pour certains

Mais la question n'est pas de remettre en cause le seul problème des déchets mais bien l'ensemble de la filière nucléaire. S'il y a un déchet c'est parce qu'il y a une production d'énergie nucléaire. Or l'Etat français est celui qui dans le monde est quasiment le seul à défendre encore, avec le Japon, une production d'électricité d'origine nucléaire. Ainsi alors que la part du nucléaire dans la production d'électricité est de 75% dans l'hexagone, elle est de 28% en Allemagne et de 12% aux Etats-Unis. On voit donc que l'Etat français a fait le choix délibéré du nucléaire. La raison officielle invoquée est l'indépendance énergétique. Ce qui n'est pas dit c'est les formidables profits que cette production procure à certains groupes industriels qui forment le lobby très puissant nucléo-industriel. Le tout appuyé par la majorité des partis et élus. En Bretagne à l'exception des élus verts, UDB et troskistes, tous les autres se prononcent en faveur du programme nucléaire français. Il est vrai que le lobby nucléo-industriel est un pourvoyeur financier particulièrement important pour les politiciens professionnels.

Pour faire accepter cela plus facilement, une propagande pro-nucléaire a été depuis des années la très grande majorité des médias, qu'à certains sont des

propriétés d'entreprises membres du lobby nucléo-industriel ou dont les recettes publicitaires en dépendent ! L'Etat français va donc jusqu'à sponsoriser cette production, beaucoup plus onéreuse, afin de la rendre attractive auprès des consommateurs. On nous joue même aujourd'hui le couplet de l'écologie en insistant sur le fait que l'énergie nucléaire ne participe pas à l'effet de serre. Mais ce n'est pas un seul type de pollution, quelle que soit leur origine.

## La tartufferie des partis français et de leurs représentants

Déjà en Bretagne comme en France ou en Occitanie, des manifestations importantes (1500 personnes à Plouaret et 5000 en Mayenne le samedi 11 mars) et des structures d'opposition se mettent en place. Ceci montre bien que la population n'est plus dupe du discours des experts inféodés au système. Le peuple breton a déjà montré son opposition au nucléaire, que ce soit à Plogoff, au Pellen ou au Carnet. Comme dans ceux qui toutes ont été victorieuses, il est nécessaire de bien montrer du doigt les véritables coupables, à savoir le lobby industriel et la grande majorité des partis français. Leurs représentants jouent en bon tartuffes, les opposants à ces projets. Pourtant ils sont tous pour la production d'énergie nucléaire et donc en faveur des déchets. Les discours sont en gros : ou du nucléaire et aux déchets mais chez les autres. Belle leçon d'épilogue et de vision à court terme.

Il est donc clair que c'est au programme nucléaire français dans son ensemble qu'il faut s'attaquer et affirmer notre opposition au nucléaire en Bretagne comme ailleurs.

Emgann émet pour cela des propositions à court, moyen et long termes.

- Arrêt du programme nucléaire français avec arrêt progressif des centrales, au fur et à mesure que les autres types de production prennent le relais.

Site d'enfouissement à Mézières sur Couesnon  
Grande manif et fest-noz le 25 mars

Face à l'absence d'une réelle politique en faveur du traitement des déchets, du manque d'information du grand public sur la nécessité urgente du tri sélectif et de l'abandon de certains emballages polluants, notre société (de consommation) n'a d'autre recours que l'enfouissement de millions de tonnes de déchets.

C'est à quelques centaines de mètres du site historique de la bataille dite de Saint Aubin du Cormier qu'a été projeté un Centre d'Enfouissement et de Stockage de Classe 2.

C'est dans ces terres que reposent, depuis le 28 juillet 1488, environ 6 000 Bretons et leurs alliés. Si nous ne pouvons prouver la présence de fosses communes sur le site envisagé, la proximité même d'un tas d'immondices de 600 000 tonnes est une insulte à notre Histoire, notre Culture, notre identité. Imaginez que l'on projette une telle décharge sur le site de la « bataille » de Valmy, tous les souverainistes jacobins se mobiliseraient en un instant ! Et pourquoi pas le Chemin des Dames ou Verdun qui nous concernent tous ? Les promoteurs d'un tel projet auront bien du mal à faire accepter aux opposants et aux riverains, une décharge que 1 000 mètres séparent de ce triste lieu.

Le Comité de Défense Mémoire & Dignité le répète, la proximité d'une décharge, qui comme de nombreux sites d'enfouissements sera destinée à s'éterniser, est incompatible avec ce lieu porteur de mémoire. Nous appelons à la mobilisation pour la manifestation du 25 mars, place du Champ de Foire, face à la mairie, à Saint Aubin du Cormier.

Ceux qui veulent pique-niquer en notre présence peuvent nous rejoindre dès 12h. Le cortège débutera à 14h, en présence de musiciens. Une réunion publique d'information et conférence de presse se déroulera à 18h à Saint Ouen-des-Alleux (à 6km de Saint Aubin). Un fest-noz de soutien se déroulera dans la même salle à partir de 20h.

Pour le comité de défense Mémoire & Dignité  
Yann Fontana (Contact : 06 89 23 28 78 Fax : 02 99 39 65 45)

Temps nécessaire aux déchets nucléaires pour perdre la moitié de leur radioactivité.

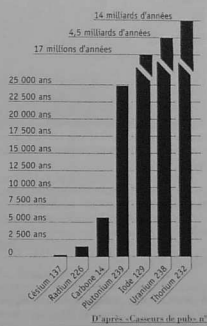


Diagramme : Casseurs de plomb, n° 1

Mise en place d'un programme d'énergies douces ; Recherche et développement de la production d'électricité de manière écologique.

- En Bretagne, mise en place d'un réseau d'éoliennes comme au Danemark.

- Incitations financières pour le développement des panneaux solaires.

- Développement des économies d'énergie.

Comme à Plogoff ou au Carnet, le nucléaire ne passera pas en Bretagne.

Discours

## Enfouissements radio-actifs

### L'analyse de COEDRA

Le COEDRA (Collectif d'Opposition à l'Enfouissement des Déchets Radio-Actifs), est né à Fougères.

L'opposition au principe de l'enfouissement et au projet de pseudo laboratoire de recherches ne s'appuie pas sur des «peurs irrationnelles» (voir rapport de la commission d'enquête du Gard) mais sur une interrogation, une réflexion et une recherche d'informations réellement indépendantes.

La loi du 31 décembre 1991 et le Comité interministériel du 9 décembre 1988 ont conduit l'Etat à publier, le 3 août 1999, les décrets

- d'autorisation de construction d'un laboratoire souterrain à Bure (Meuse),
- de création d'un CLIS (Comité Local d'Information et de Suivi),
- de constitution d'une mission (3 personnes) chargée de prospecter et proposer un ou plusieurs sites granitiques en vue de réaliser un second laboratoire (ces 3 personnes sont désignées incessamment).

D'ores et déjà, nous savons que 15 sites, 8 en Bretagne et 7 dans le Massif Central seront visités.

a) L'enfouissement met en danger les générations futures

- L'enfouissement (le but d'une des trois voies de recherche) ne vise qu'à retarder le retour des radionucléides dans la biosphère.

- Limiter et retarder le transfert de la radioactivité issue des déchets dès lors qu'il y a irradiation, et ce, afin de réduire au minimum les flux d'activité arrivant jusqu'à l'homme, en tirant partie autant que possible de la décroissance radioactive... (Extrait Bilan Travaux 1994 de l'Andra - Objectifs des études).
- Il est impossible de prouver qu'un confinement restera efficace jusqu'à la décroissance totale de la radioactivité des déchets... le but d'un



Bégard, le 19 février 2000 : 600 manifestants contre le nucléaire

stockage est de retarder au maximum son retour à la surface. (Rapport BATAILLE page 73)

« Cette solution n'est pas satisfaisante et l'on a raison de se mobiliser contre ces méthodes de stockage. Géologiquement parlant, le sous-sol est le plus mauvais endroit pour stocker des déchets à long terme. Pourquoi ? Il contient de l'eau qui circule et pénètre tout... » (Claude ALLEGRE, président du BRGM (Bureau des Recherches Géologiques et Minières)).

Les emballages des colis (qui conditionnent les déchets) ne sont pas fiables, dans l'état actuel des recherches, ce que quelques dizaines d'années.

L'enfouissement met donc irrémédiablement en danger l'eau, qui sera un vecteur de transmission des radionucléides dans la biosphère et sera elle-même contaminée. Or l'eau sera l'enjeu majeur du siècle (des siècles) à venir.

- Ces déchets ont une durée de vie de l'ordre de plusieurs milliers, voire millions d'années.
- Il est impossible de garder la mémoire d'un site de stockage pendant des millénaires. La Règle Fondamentale de Sûreté (III 2.1) elle, envisage de pouvoir la garder 500 ans.

On met en danger les générations futures, ce qui est contraire au principe de précaution.

L'article n° 1 de la loi du 31 décembre 1991 n'est donc pas respecté :

« La gestion des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue doit être assurée dans le respect de la protection de la nature, de l'environnement et de la santé, en prenant en considération le droit des générations futures ».

b) L'enfouissement implique l'irréversibilité.

(Art. 4-Extrait) Le Gouvernement adresse chaque année au Parlement un rapport faisant état de l'avancement des recherches sur la gestion des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue et des travaux qui sont menés simultanément... L'étude des possibilités de stockage réversible ou irréversible dans les formations géologiques profondes, notamment grâce à la réalisation de laboratoires souterrains...

- La loi envisage dans cet article 2 possibilités.
- Stockage irréversible : Cette solution est inacceptable pour toutes les raisons énoncées, précédemment (retour inévitable des radionucléides dans la biosphère, perte de la mémoire du site...).
- Stockage réversible : La réversibilité n'est qu'un argument destiné à

convaincre les élus locaux et les populations. En effet la réversibilité est impossible. L'Andra elle-même reconnaît que les colis seront inaccessibles.

« Si on conservait un accès vers les colis, cela nuirait à la sûreté et à l'étanchéité du site » (Extrait du journal Géo, déclaration du directeur de l'ANDRA).

« Le stockage sera réversible pendant la durée de remplissage du site » (Déclaration de MM. Régent et Courtois du CEA à l'ILCI de Barle-Duc).

Il y a donc incompatibilité entre la réversibilité et le fait que l'on doive boucher les galeries.

De plus, pour des raisons de coût et de risques inévitables d'atteinte à la santé d'éventuels intervenants, la récupération des colis s'avèrera complètement impossible. Le précédent du centre de stockage Manche (en surface) à La Hague l'a démontré.

« La réversibilité est complexe pour des stockages profonds... elle est très difficile, voire improbable à long terme » (Comité interministériel du 9 décembre 1998).

Pourquoi des laboratoires de si grande taille ? Pourquoi tant d'argent distribué dans les régions concernées ? Pourquoi une telle propagande sur ce projet ? Pourquoi une telle hâte ? Les pseudo recherches de l'Andra ne sont-elles pas destinées à valider ce projet ?

La loi du 31 décembre 1991 est une loi de circonstance (Michel Pneu) destinée à qualifier des sites de stockage souterrains.

« Ils sont destinés à «étudier l'aptitude des formations géologiques profondes à stocker des déchets radioactifs. Décret du 16 juillet 1993» et non à réaliser des études générales sur des types de roches, études déjà longuement développées de par le monde et non transposables à un site particulier » ; CNE 10 98.

Cette loi a été établie après une opposition des populations et des élus au projet d'enfouir en 1987.

Sur les 15 articles de cette loi, 13 sont consacrés à l'axe de l'enfouissement en couches géologiques profondes.

a) L'importance de l'accompagnement financier est révélatrice de la volonté d'enfouir :

(Art. 12 - extrait) Un groupement d'intérêt public peut être constitué, dans les conditions prévues... en vue de mener des actions d'accompagnement et de gérer des équipements de nature à favoriser et à faciliter l'installation et l'exploitation de chaque laboratoire. Outre l'Etat et le titulaire de l'autorisation prévue à l'article 8, la région et le département ou est le puits principal d'accès du territoire est à moins de dix kilomètres de ce puits, ainsi que tout organisme de coopération

intercommunale dont l'objectif est de favoriser le développement économique de la zone concernée, peuvent adhérer de plein droit à ce groupement.

La loi autorise l'achat des consciences : après le décret, 60 MF seront attribués aux sites retenus pendant 8 ans.

Par ailleurs, avant les enquêtes publiques et avant l'autorisation des constructions des laboratoires, l'ANDRA a versé 5 MF par an pendant 3 ans et 10 MF en 1997, aux départements concernés. On peut appeler cette pratique à de la corruption.

« Les départements ruraux ne sont pas destinés à recevoir une poubelle nucléaire, malgré l'énorme chantage à l'emploi et à l'argent qui y est exercé » (Déclaration de Ségolène Royal, le 27.05.97, à Barle-Duc et Saint-Dizier).

b) Le manque de démocratie et d'information réelle est inacceptable dans un tel processus :

- La concertation prévue par l'article 6 n'a pas réellement lieu dans les départements du Gard, de la Vienne, de la Haute-Marne et de la Meuse. La loi est suffisamment floue pour évaluer le débat.

Tout projet d'installation d'un laboratoire souterrain donne lieu, avant tout engagement des travaux de recherches préliminaires, à une concertation avec les élus et les populations des sites concernés, dans des conditions fixées par décret (Art. 3).

« Il n'y a jamais eu de véritable débat contradictoire entre toutes les parties : promoteur du projet, élus locaux, collectivités et associations d'opposition.

- De plus, aucune consultation directe des populations n'est prévue par la loi.
- L'Andra est à la fois juge et partie. Propagande et promotion sur les sites, écoles, milieux médicaux, petites et moyennes entreprises locales ; achat d'espaces de publi-information dans la presse locale et nationale. La disproportion des moyens est flagrante.

« En matière d'environnement, des sondages récents montrent l'inquiétude des Français face aux déchets nucléaires.

« Le stockage des déchets nucléaires est la première préoccupation des Français en matière d'environnement, avant la vache folle et l'amiant » (Sondage Hop-Libération juillet 96).

« 60% des Français se sentent personnellement mis en danger par les sites de stockage de déchets nucléaires » (Sondage de décembre 95 par BVA pour COGEMA-EDF FRAMATOM).

c) Il y a un risque d'impact socio-économique négatif : tourisme, thermalisme, industrie agro-alimentaire, viticulture, eaux minérales... En terme d'image : installation d'une «poubelle nucléaire» véhicule une image négative. Le tourisme vert, les Labels et Appellation d'Origine Contrôlée seront mis en cause.

En terme d'avenir : les perspectives financières proposées par l'Andra ne peuvent être un véritable plan d'aménagement et de développement fondés sur les potentialités réelles des départements concernés. Une dépendance financière, un déséquilibre économique interviendront, dus à cette manne énorme mais exceptionnelle

dont la répartition pose question.

Ce développement artificiel sera à terme un handicap, lorsque les crédits n'existeront plus (au bout de 15 ans).

Pour toutes les raisons récemment énoncées, il est urgent d'attendre... et de «faire attendre» :

« On ne doit pas faire le choix d'empoisonner la terre.

« Afin que les générations futures puissent bénéficier de la richesse des écosystèmes de la Terre, les générations présentes devraient œuvrer pour un développement durable et préserver les conditions de la vie, et notamment la qualité et l'intégrité de l'environnement (art. 5.1).

Les générations présentes devraient veiller à ce que les générations futures ne soient pas exposées à des pollutions qui risqueraient de mettre leur santé, ou leur existence même, en péril (art. 5.2). Déclaration adoptée le 12 novembre 1997 par la Conférence générale de l'UNESCO.

Il faut développer des programmes de recherche afin de mettre au point des technologies supprimant les dangers liés aux déchets radioactifs.

Rien ne justifie cette hâte d'enfouir, sinon le fait, pour le lobby nucléaire de vouloir démonter à l'opinion que le cycle du nucléaire est bouclé.

« On peut si l'on en a envie, poursuivre la situation de l'entreposage aussi longtemps que l'on en a envie... Il n'y a pas de problème de sécurité qui soit mis en cause. Il n'y a pas de raison que cette situation de sûreté ne puisse pas se prolonger au-delà de 2036, jusqu'à quand on voudra » (Art. REGENT CEA).

Mais les recherches sur la transmutation étant loin d'aboutir, seul l'entreposage en surface (axe 3) ou un sub-surface est envisageable, assorti de conditions inacceptables.

- Installation de contrôle des sites par des organismes réellement indépendants des producteurs des déchets nucléaires.
- Développer un programme d'économies d'énergie.
- Réflexion sur la production des déchets à venir, qu'ils proviennent du retraitement, des centrales nucléaires actuelles (dont il faut prévoir le démantèlement), d'un éventuel second programme nucléaire.
- Installation d'un débat national sur la politique énergétique française, auquel participent pleinement les citoyens.
- Je suis contre le stockage en profondeur des déchets nucléaires parce que c'est dangereux pour les générations futures. Un tel choix procède d'une philosophie de la peur : on a peur des déchets, on les cache. Il vaudrait mieux les stocker en surface ou en sub-surface. On peut les surveiller et, s'il y a des accidents, mieux les maîtriser. Lorsque les progrès de la science le per-



Bégard, le 19 février 2000 : 600 manifestants contre le nucléaire

mettront on pourra les reprendre pour s'en occuper efficacement» (citation de Claude Allegre, ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie le 30 juin 97, à Montpellier).

#### Lexique

ANDRA : Agence Nationale pour la gestion des déchets radioactifs.  
BRGM : Bureau des Recherches Géologiques et Minières.  
CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique.  
CNE : Commission Nationale d'Évaluation.  
COGEMA : Compagnie Générale des Matières Nucléaires.  
DBA : Déchets radioactifs.  
ILCI : Instance Locale de Concertation et d'Information.

#### Annexe. Les déchets radioactifs.

Les déchets radioactifs sont des déchets dont la nuisance est due à la radioactivité qu'ils contiennent.

Ils sont classés en trois grandes catégories :

- **Déchets A, à vie courte, de faible activité**  
Durée de vie : quelques siècles, volume : 1 500 000 m<sup>3</sup> en l'an 2000. Entreposage en surface de 300 ans minimum à la Hague (500 000 m<sup>3</sup>) ou à Soulaire (prévision 1 million m<sup>3</sup>).

- **Déchets B, à vie longue, d'activité moyenne**  
Durée de vie : 20 000 ans environ, volume 50 000 m<sup>3</sup> en l'an 2020. 135 000 m<sup>3</sup> en 2070, enfouissement direct.

- **Déchets C, à vie longue et haute activité**  
Durée de vie : de plusieurs centaines de milliers d'années à plusieurs millions d'années (pour exemple, période physique de 3 radioéléments : Zirconium 93 = 1,5 millions d'années, Césium 135 = 2,3 millions d'années, Iode 129 = 16 millions d'années), volume : 6 400 m<sup>3</sup> en l'an 2020, entreposage d'attente, dans le Gard (ou ailleurs ?) puis enfouissement.

Les déchets C concentrent 95% de la radioactivité du combustible nucléaire initial (dégagement thermique très fort).

Div Yezh : les besoins des classes bilingues de Bretagne

La progression des effectifs des trois filières bilingues breton-français est régulière et il est donc possible, en fonction de trois hypothèses :

1. taux de progression des effectifs scolaires,
2. taux d'encadrement (nombre moyen d'élèves par classe)
3. proportion d'étudiants qui prendront un poste d'enseignant,

d'évaluer les besoins futurs en enseignants bilingues, d'une part, et le nombre d'étudiants qui permettront de pourvoir les postes d'enseignants, d'autre part.

**1. Evaluation du nombre d'élèves.**  
La progression moyenne du nombre d'élèves des classes bilingues a été de 18,42% au cours des trois dernières années. Elle aurait pu être plus forte si la demande exprimée avait été satisfaite. La présente étude retient un taux moyen de progression de 20% pour les années 2000 à 2005. Le nombre d'élèves des filières bilingues publiques (DIV YEZH), catholiques (DIHUN) et associatives (DIWAN) était de 5 662 en septembre 1999. Leur nombre sera de 16 907 à la rentrée scolaire de l'an 2005 si la progression moyenne des six années est de 20%.

**2. Evaluation du nombre de postes d'enseignants.**  
L'étude est faite en supposant un taux d'encadrement de 1 enseignant pour 20 élèves dans les premier et deuxième degrés (non compris les remplaçants et les conseillers pédagogiques). C'est le taux approximatif observé en 1999 dans les classes du premier degré des écoles bilingues publiques. Il faudra donc créer 57 postes à la rentrée scolaire 2000 et 141 postes à la rentrée 2005. Le cumul des postes à créer pour ces six années sera de 562. DIV YEZH, en prévision de la progression des effectifs des classes publiques, a demandé aux Académies de Rennes et de Nantes 28 postes pour la

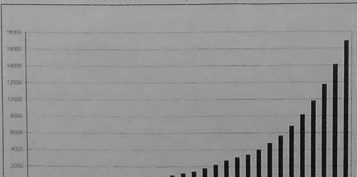
rentrée 2000, soit la moitié des postes prévus dans l'étude.

**3. Evaluation du nombre d'étudiants qui prendront les postes d'enseignants à la fin de leurs études.**  
Dans les cinq années à venir les besoins concernent essentiellement l'enseignement du premier degré. Pour devenir professeur des écoles il faut avoir une licence (peu importe laquelle) qui demande trois années d'études et suivre une formation de deux années dans un IUFM. Nous avons supposé que sur trois étudiants qui commencent des études supérieures, un n'ira pas jusqu'au terme et un autre ne choisira pas le métier d'enseignant. Ainsi, cinq ans avant l'ouverture d'un poste d'enseignant bilingue, il faut trois étudiants en première année universitaire de breton. Le besoin d'enseignants bilingues sera aussi couvert par les élèves issus des filières bilingues qui étudieront d'autres matières que le breton. Pour satisfaire les besoins de la rentrée scolaire 2000 il aurait fallu 170 étudiants en première année d'étude en 1995-96. Pour la rentrée 2005, il faudrait que 423 étudiants entament les études de breton en 2000. Dans les universités de Rennes et de Brest, à la rentrée de 1999, il y avait environ 150 étudiants en première année de breton. Il en manque donc 200 pour satisfaire les besoins prévus de la rentrée 2004.

**4. Résultats en fonction d'autres hypothèses**  
Le nombre de postes d'enseignants bilingues à prévoir pour la rentrée scolaire 2005 et le nombre d'étudiants qui devraient commencer leurs études universitaires à la rentrée 2000 en vue de prendre les postes d'enseignants ont aussi été calculés avec un taux annuel moyen de progression des effectifs scolaires de 15% à 25% et un taux d'encadrement variant d'un enseignant pour 20 à 25 élèves. Les hypothèses les plus basses (progression de 15% par an et 25 élèves par classe) indiquent un besoin de 68 enseignants. Les hypothèses les plus hautes (progression de 25% par an et 20 élèves par classe) indiquent un besoin de 216 enseignants.

**5. Résultats en fonction d'autres hypothèses**  
Le nombre de postes d'enseignants bilingues à prévoir pour la rentrée scolaire 2005 et le nombre d'étudiants qui devraient commencer leurs études universitaires à la rentrée 2000 en vue de prendre les postes d'enseignants ont aussi été calculés avec un taux annuel moyen de progression des effectifs scolaires de 15% à 25% et un taux d'encadrement variant d'un enseignant pour 20 à 25 élèves. Les hypothèses les plus basses (progression de 15% par an et 25 élèves par classe) indiquent un besoin de 68 enseignants. Les hypothèses les plus hautes (progression de 25% par an et 20 élèves par classe) indiquent un besoin de 216 enseignants.

NOMBRE D'ÉLÈVES DES CLASSES BILINGUES  
Nombre réel de 1976 à 1999 et prévision de 2000 à 2005



DIVYEZH, 2 ter Straad Le Henaf, 22110 Rostren

Quel statut pour Diwan ?

Diwan communiqué

Dans le cadre des négociations, Diwan souhaite :

1. que l'Etat s'engage clairement à offrir un enseignement en immersion aux élèves dont les familles le souhaitent et dont le nombre est jugé suffisant. Sans un tel engagement les différentes filières bilingues (partie horaire et immersion) seront organisées selon le principe du bon plaisir de l'Etat actuellement en vigueur pour les classes publiques bilingues. Ce principe conduit directement aux dysfonctionnements longuement décrits dans *Le livre noir de l'enseignement du breton - la rentrée 1999-2000* et il est la négation d'un vrai service public basé sur l'obligation, pour l'Etat, d'assurer le service attendu par les usagers qui le demandent.

2. que l'Etat mette en place le plan pluriannuel du développement de l'enseignement en breton qui, encore une fois, selon ses propres textes aurait dû exister depuis 1995. Ce plan doit partir d'une évaluation de la demande sociale pour les deux types d'enseignement bilingue pour ensuite planifier les besoins en termes de recrutement, de formation et de créations de poste.

3. que le Ministère de l'Education Nationale lève les ambiguïtés qui figurent dans ses propositions sur la définition réglementaire de l'enseignement en immersion et affirme clairement son acceptation d'établissement où le breton est langue de vie et de travail.

4. que le Ministère reconsidère ses propositions sur les structures de collaboration entre l'Education Nationale, les collectivités territoriales et Diwan pour arriver à la définition consensuelle d'une structure efficace de gestion.

5. que le Ministère ouvre une large discussion avec tous les partenaires potentiels sur la réorganisation de la formation pour l'enseignement bilingue du premier et du second degré. Cette discussion doit prendre en compte l'expérience de Diwan dans ce domaine (ISLRF et Kelenn) ainsi que les spécificités du métier d'enseignant bilingue.

6. que le Ministère accepte de parler des mesures administratives qui seront nécessaires pour la nomination et le mouvement des personnels, afin d'assurer la cohérence d'une offre diversifiée d'enseignement bilingue.

7. que la discussion s'engage sur les moyens nécessaires pour mettre en œuvre le système pédagogique de l'immersion et sur le service pédagogique (conseil, inspection, formation continue, réseaux d'aide) nécessaire pour assurer la qualité de l'enseignement dispensé.

8. que le Ministère démontre sa volonté une fois pour toutes de tourner la page en mettant fin à la situation très particulière faite à l'enseignement des langues régionales dans ses textes réglementaires, hélas souvent de date très récente. Ainsi la circulaire du 21 octobre 1999 sur la maîtrise des langues à la maternelle «oblièrément les langues régionales, condamnant de facto leur apprentissage en parlant uniquement de «initiation aux langues vivantes étrangères».

Le bureau du conseil d'administration de Diwan

Libre pensée et sectarisme jacobin

Avez-vous déjà écouté les émissions religieuses, le dimanche matin sur France Culture ? Moi, rarement, car c'est le moment que je choisis pour aller à la pêche. Il m'est pourtant arrivé, en voiture, d'écouter ces émissions d'une oreille distraite. A la fin, apparaît la Libre Pensée qui est bien à sa place, car elle a tous les attributs d'une oreille distraite. A la fin, apparaît la Libre Pensée qui est bien à sa place, car elle a tous les attributs d'une oreille distraite. A la fin, apparaît la Libre Pensée qui est bien à sa place, car elle a tous les attributs d'une oreille distraite.

Il n'en demeure pas moins constant de voir à quel point les prétendus «libres penseurs» ont monopolisé leur feuille de chou «La raison» que personne ne lit, sinon les braves de la secte - pour produire moult articles contre les langues régionales avec une rare fanatisme, une étouffante d'esprit lamentable, une intolérance

navrante et un archaïsme indigne pour la pensée qu'ils revendiquent pourtant eux, qui se veulent des pharos du progrès redempteur grâce aux éternelles valeurs de la République.

On se demande bien pourquoi des athées notoires - mais est-ce bien le cas - ne sont-ils pas en réalité des adroiseurs d'une idée bien plus intriguante que tous les Jehovahs couronnés du monothéisme - pourquoi donc des athées s'occupent de langues régionales ? La réponse est en définitive relativement simple et claire, pour les mêmes raisons que celles qui font que les prêtres abandonnent la prière, les sacrements, le sacerdoce, le bon Dieu et tous ses saints pour les sirènes de la politique. Nos bons athées de la laïcité et de l'athéisme se donnent des prétentions culturelles et politiques et se veulent régulateurs de la société dans tous ces aspects, eux qui mettent en garde, à l'encontre des dangers du totalitarisme.

Ces bons pères de l'athéisme militant ont donc organisé le 11 décembre une manifestation anti-langues régionales, anti-patois, anti-dialectes selon leur formulation car ils voyaient un danger pour la République et la démocrate dans cette malheureuse Charte des langues

régionales qui n'a même pas été ratifiée, contrairement - mais est-il bien utile de le rappeler - aux engagements du président de la République. Remarquons au passage les progrès fait dans les mentalités. Le mot patois (terme méprisant s'il en est) figure en deuxième position et est devenu secondaire, ce n'est plus un mot qui donne aux troupes, une vieille formulation dont on ne saurait se débarrasser complètement quand on est disciple de l'abbé Grégoire.

Qu'a-t-on entendu, lors de cette manifestation ? Les slogans classiques. On ne peut, vraiment pas dire qu'ils cherchent le renouvellement. «Ni Dieu ni maître, à bas la calotte, vive la sociale et pas de démocratie sans république une et indivisible et laïque». On se demandait bien ce qu'étaient venues faire ces brebis égarées de la laïcité intégrale et républicainisme, ces croisés ignares de la chasse aux infidèles du dogme de l'unicité et de l'indivisibilité, dans cet appel ouvert à l'extermination des langues régionales, dans ce vent d'hostilité et de haine, dans ce fanatisme retrouvé et inculte, au mépris de toute idée de culture et de liberté dont ils se réclament pourtant.

Le secte libre penseuse est même allée jusqu'à proposer à ses croyants ce qu'ils ont appelé : Le Serment de la République. Il est clair que nous n'avons pas la même définition de la République. Je ne réside pas à la fontaine de cher mot pour mot ce monument d'anthologie. «Nous faisons le serment solennel de manifester en toutes circonstances et en tous lieux notre irréductible opposition à la signature de la Charte des langues régionales, contraire à l'évolution historique de la Nation. De lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à son retrait et d'obtenir que l'effort de la République soit uniquement réservé à assurer l'égalité des citoyens. Je signe le serment de la République. Nom, prénom, etc.»

Je propose simplement de produire à notre tour une version revisitée. «Nous faisons le serment solennel de manifester en toutes circonstances et en tous lieux notre irréductible adhésion à la Charte des langues régionales qui va dans le sens de l'évolution historique de la Nation. De lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à son intégrale application et d'obtenir que l'effort de la République aille dans le sens du droit à l'égalité garantie à tous les citoyens, jusque et y compris dans celui de parler la langue de leurs ancêtres et de leur région. Je signe le serment de la République. Nom, prénom, etc.»

à envoyer à : Libre Pensée, 10-12 rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

Goulwan RUIZ

«Voix de Bretagne»

Innovation ou inhibition ?

En collaboration avec le Quart de Brest, la Cité de la Musique à La Villette, a organisé au cours du mois de janvier 2000 une cinquième édition de la série «Voix de Bretagne». L'argument de vente invoquant la production de créations «faites neuves, formations nouvelles et mélodies inédites. Rien d'un scoop dans la mesure où l'édition 1999, grâce aux militants de Sked, avait déjà ouvert la porte non pas seulement à la création mais aussi à la modernité et au dialogue et pas à Paris ! Mais les ambiguïtés initiales de la formule sont loin d'être levées.

Parlant de l'appellation «Voix de Bretagne», Per Jakez Hélias avait émis un jour cet avis de bon sens : «La voix c'est très bien, surtout quand elle est belle, mais de texte aussi est important». Il est clair que le poids de l'idéologie dominante a été décisif dans le choix du titre - focaliser sur la voix est en effet révélateur de l'intention de promouvoir une ressource physique, un organe, une matière première ! Sous de l'intelligibilité du breton, recours à son fantasmatique pouvoir créatif dans de nouvelles formes d'expression, tout cela s'efface face au primat du patois dans une recette qui vise principalement à impressionner (l'audience par la seule performance vocale. On sent l'influence d'un pansarisme diffus qui fantasme généralement les Bretons comme encore très proches des origines du monde et ne leur accorde généralement qu'une capacité à manifester une énergie primaire. Cela ressortit aux lieux communs populistes du style «les Noirs sont bien membres, l'afrikan est instruit mais c'est ce qui en fait la beauté, les Arabes sont comme ça parce qu'ils mangent épice... la criconcession et l'excision font partie de la culture de certains peuples etc... C'est tellement politiquement correct, tellement lisse que ce n'apparaît plus comme raciste ! On reconnaît toutefois la prégnance d'un basique de la pensée conservatrice - le préjugé colonialiste qui survient dans toute approche de la différence, tel un obstacle substantiel. Sur le plan juridique, il est indéfendable

la langue bretonne est exclue de la sphère publique au profit du français, son usage relève même de l'altérité à la Constitution ! Ce n'est qu'en tant que francisant que l'individu est porteur de droits. Des lors, tant par décret que par réquisition, toute expression bretonne est ethnique, communautaire. COFO l'Chantres du trad', de la world ou de la folk music, expressions politiquement correctes remplaçant le terme folklore chez les «proul l'ma chère», sont opportunément et médisamment utilisés - se servent d'illustration telles des images d'Épinal dans le quotidien de Madame Michu. L'artiste n'est plus lui-même mais l'ectoplasme d'un peuple mystique figé sur bande magnétique (version éditocroûte du patrimoine génétique ?) et dont il aurait hérité son karma ! Pour l'édition 2000, les responsables du Quart de Brest, devenus pourvoyeurs de la scène pansarienne, révèlent des vues sur les artistes, éloquentes - issues de la plus pure tradition, ces fortes personnalités sont des artistes créateurs qui ne se contentent pas de restituer le passé, mais qui le réinventent avec une authenticité bouleversante. Ils parlent de rupture et rebondissement, évoluent, perorent docilement dans Ouest France, le grand mantou du Quart, Jacques Blanc - «Ils ont pratiqué le collage de chants traditionnels. Tous composent de nouvelles gwerzou (complaintes) tragiques, blues breton (sic) ! inspirés de l'actualité du monde, préfigurant le répertoire de demain», renchâtant Anne Milour, coulée dans le moule du discours convenu qui se rassure surtout lui-même par des comparaisons approximatives. Ce qu'il y a de remarquable chez ces personnes qui s'attribuent des compétences particulières en matière de musique et chanson bretonnes, c'est que leurs propos reflètent bien la psychogénéologie d'une pensée provinciale à la remorque d'un intellectuel parisien de bon aloi sur les ordes de France Culture. Ainsi la répartition breton se voit-elle enrouler dans une mystique de l'atemporel - posée comme asynchrone avec le présent. Il ne peut en aucun cas y trouver de forme et de nécessités nouvelles car hors de la gwerz, point de salut ! Imagine-t-on pour lui

un avenir, qu'on l'y projette immédiatement afin qu'il reste passé réinventé à l'infini ! Transfiguré dans le rôle du bouffon patibulaire, il doit s'efforcer d'être tragique pour mériter le label d'authenticité ! Partout ailleurs il y a beau temps qu'on aura déclaré contraire aux libertés et attentatoire à la dignité des personnes, cette prétention dogmatique à enfermer la création artistique dans les utopies promulgues normatives d'une «éthnologie» de fiction ! Vous voyez Tranel, William Schaller, Céline Dion, Mac Carthy, Sting ou bien d'autres, justifier leur inspiration, magnéto en étote, dans un hospice ? Non ! mais ici il convient de rester respectueusement à sa place et de laisser la véritable innovation aux langues officielles ! Par sa torsion ou sa cavilite, son air recueilli ou allégué, voire un rictus douloureux et une main sur l'oreille, il faut sacrifier à un rituel esthétique d'embaumement ! Pourquoi ? C'est simple et terriblement pragmatique - pour être dans le ton du libéral et agréer la sélecte des funéraires interminablement théâtralisées de la civilisation rurale. Un changement de signalétique est donc devenu indispensable pour éviter à un public optimiste et réconcilié avec la vie, de se soulever au salon funéraire quand il recherche une salle de spectacle.

Per Van KERLOUC'H

## Echelon

### Big Brother nous surveille

Physicien et journaliste, Duncan Campbell a été l'un des premiers à s'intéresser au réseau Echelon. Il a notamment travaillé avec un groupe d'activistes britanniques qui ont réussi à s'introduire à l'intérieur de Menwith Hill (près de Birmingham) et à voler de nombreux documents (cf. Combat breton 171). On lira ci-dessous les principaux extraits d'une interview qu'il a récemment accordée.

#### Contre les principes démocratiques, les écoutes généralisées

«Le problème, c'est que les démocraties ont un arsenal de loi censées protéger la vie privée et laisser aux citoyens la possibilité d'exercer des activités politiques en toute liberté. Si vous voulez mettre quelqu'un sur écoute, vous devez vous baser sur des soupçons et avoir l'aval d'un juge. Ceux qui pilotent Echelon ne s'embarassent pas de tels principes. Ce système intercepte et analyse en continu, il classe les informations suivant des catégories de mots-clés. La plupart d'entre eux sont utilisés dans la conversation de tous les jours. Echelon surveille ainsi Amnesty International, Greenpeace, des entreprises privées ou de simples citoyens», déclare Duncan Campbell.

#### Comment pouvez-vous en être sûr ?

«J'ai vu les clichés pris à Menwith Hill et à Waihopa (Nouvelle-Zélande). Le centre de Waihopa a été filmé par TV-Free, on a ainsi pu se rendre compte que ce centre fonctionne de manière presque entièrement automatisée, avec très peu de personnel. Nous avons aussi installé une petite parabole près de Menwith Hill. En la dirigeant dans la même direction que les antennes de Menwith Hill, nous avons intercepté de nombreuses informations émises par satellite».

#### Echelon n'est-il pas un bon moyen de surveiller des terroristes ?

«Si, mais il y a une différence entre la surveillance conventionnelle et ciblée et la mise sur écoute de toute la population. Nous avons un système d'écoutes qui va à l'encontre des lois, alors qu'il a été mis au point par ceux-là même qui sont censés faire respecter la loi. Echelon possède des informations auxquelles les policiers n'ont normalement pas accès».

#### Le système s'appelle toujours Echelon ?

«Le nom de code Echelon ne semble recouvrir qu'une petite partie du système. Il existe de nombreux codes de rechange. Le dernier que j'ai entendu était Magstrand».

#### Echelon était mon enfant

Margaret Newsham a travaillé pour la NSA de 1974 à 1984. Après avoir collaboré avec Lockheed Martin (Sunnyvale, Californie), elle s'est occupée de la maintenance des ordina-



Wayne Madsen, ancien de la NSA : «Echelon surveille vos gouvernements»

teurs à Menwith Hill entre 1977 et 1978. Elle a été formée au quartier général de la NSA à Fort George Meade (Maryland, Etats-Unis). Depuis qu'elle a quitté la NSA, elle vit près de Las Vegas et ne se sépare jamais de son berger allemand et d'un pistolet chargé.

«C'est à Menwith Hill que je me suis rendue compte de l'ampleur d'Echelon. J'étais avec un traducteur, spécialiste en russe, chinois et japonais. Il m'a demandé si je voulais savoir ce qui se passait dans un des bureaux du sénat américain. J'ai alors entendu Strom Thurmond (sénateur du sud des Etats-Unis). J'ai ainsi réalisé qu'on n'espionnait pas seulement l'étranger, mais aussi les citoyens américains», dit-elle.

La NSA contrôle ainsi tous les mouvements politiques, amis ou ennemis des Etats-Unis, ainsi que les principaux flux économiques. Si d'autres états (Royaume-Uni, Australie, Danemark) font partie du protocole Echelon, seule la NSA décide qui a accès aux informations qu'elle écoute.

«Des 1979 nous étions capables de suivre une personne et d'intercepter toutes ses communications téléphoniques. Depuis 1984, nos satellites peuvent repérer un limbre poste. Imaginez la puissance du système de nos jours».

#### Que pouvez-vous dire sur Echelon ?

«Le nom a été inventé par la NSA, le nom de code de Lockheed était P415. Echelon est le nom du réseau d'ordinateurs. Les logiciels se nomment SIRE et SILKWORTH. Le satellite qui intercepte les conversations téléphoniques se nomme VORTEX».

Margaret Newsham souffre par ailleurs de graves problèmes de santé qu'elle explique de la manière suivante : «Quasiment tous les gens qui travaillaient avec moi sur des projets secrets sont morts ou atteints de maladie mortelle». La plupart sont morts de crise cardiaque ou sont atteints de troubles cérébraux. Pour Margaret Newsham, cela s'explique par le fait que les bureaux de Lockheed à Sunnyvale sont construits près d'un site hautement radioactif.

De nos jours, Margaret Newsham tout comme Wayne Madsen (ancien de la NSA, qui lui aussi vit constamment avec une arme à feu) considèrent qu'on ne peut pas imaginer la puissance d'Echelon, qui s'est développé en dehors de tout contrôle démocratique. Comme le dit Margaret Newsham : «Nous n'aurons pas à affronter Big Brother dans l'avenir. Il est déjà parmi nous».

R. LE DU

#### Repères :

Lockheed Martin est le principal fournisseur de munitions de l'armée américaine, de la NSA et de la CIA. Depuis les années 1980, Lockheed contrôle aussi Fort Aerospace, Loral Space Systems et est lié à IBM. Se mêlant ainsi organisés para-gouvernementaux et firmes privées, c'est ainsi que quand Margaret Newsham travaillait pour la NSA, elle était en fait formellement employée par Ford ou Lockheed.

La seule NSA employait 38 613 personnes en 1995, sans compter les personnes employées par de sociétés écrans privées.

Toutes ces informations ont été révélées par le journal danois Ekstra Bladet, après que le ministre danois de la défense ait récemment révélé que son pays utilisait des systèmes d'écoutes ultra-perfectionnés. Il a refusé de dire si son pays était partie prenante dans Echelon (ce que confirmerait pourtant les anciens de la NSA) et a étudié les questions concernant les atteintes aux libertés individuelles que de tels systèmes induisent.

Pour toujours plus d'informations sur le fichier, les écoutes et la surveillance généralisée : <http://www.datashopper.dk/~bo/index.htm> <http://www.ekstrabladet.dk> <http://www.cryptome.org/echelon-dk.htm> <http://www.infowar.com/>

## O.G.M.

### Les dollars mutants

En novembre 97, le gouvernement Jospin autorisait la culture du maïs transgénique dans l'Hexagone - une première en Europe. Y aurait-il eu quelques influences de la part de certains industriels ? Peter Brabeck, patron de Nestlé, a bien menacé l'Autriche qui fermerait ses centres de production sur place si ce pays insistait sur son refus des plantes transgéniques (notamment le maïs «Novartis» accepté par Bruxelles et par la France). Il faut dire que l'enjeu économique, motivé par les découvertes de la biotechnologie, est colossal ! Du Pont, le numéro un mondial américain sur le marché des phytosanitaires, évalue la manne financière à près de 500 milliards de dollars au total !

Car, avant de parler d'éthique, de santé, d'environnement, ou de nutrition du tiers-monde, c'est bien de fric dont il est surtout question concernant cette trouvaille de la science génétique. C'est dire qu'un effort tout particulier est consenti par de grands groupes (Monsanto, Du Pont, AgriEvo, Novartis, Zeneca et Rhône-Poulenc - ce dernier venant d'ailleurs de fusionner avec un autre groupe afin d'accroître leur puissance mondiale dans ce domaine) sur la recherche agrobiologique. Environ 20% de leur budget recherche est consacré à la biotechnologie. Les enjeux sont également «nationaux». Aux Etats-Unis, 143 millions de dollars ont été débouqués par le sénat pour un programme de recherche sur le maïs. Mais, dans l'Hexagone aussi, le mouvement s'amplifie : «Fédérations entreprises privées et laboratoires publics autour d'un pôle unique de recherche pour lancer le plus vite possible un vaste programme de recherche génomique en France» (responsables de Biogemma, dans Enjeux, mars 98). Et les espoirs de ces recherches portent essentiellement sur la deuxième génération de produits transgéniques, c'est-à-dire sur les plantes modifiées afin de faciliter leur transformation ou d'améliorer leur qualité nutritionnelle (matées plus sucrées, coton «naturellement» coloré, etc.).

#### Contrôle global de la chaîne économique

Si la recherche biotechnologique intéresse les agrochimistes (la firme Monsanto a lancé sur le marché un soja résistant à l'herbicide «Round-Up»... qu'elle fabrique exclusivement !), elle attire aussi fortement les semenciers. Ceux-ci s'associent avec les agrochimistes (Limagrain et Pau-Euralis, respectivement troisième semencier mondial et numéro 2 français, s'associent et créent Biogemma qui rentre en partenariat avec Rhône-Poulenc) ou se font carrément bouffer par les groupes américains et anglais comme Zeneca ou Monsanto.

Il est évident que les agrochimistes, pour écarter leurs marchandises, les O.G.M. (Organismes Génétiquement Modifiés), ont besoin des semenciers. Leur intérêt, et il n'est pas des moindres, est bien de contrôler toute la chaîne des transgéniques, de l'élaboración des gènes à l'alimentation (agroalimentaire), en passant par les semences, et donc l'agriculture. Pour les semenciers, c'est fait. Pour le reste, ce n'est

pas qu'une question de temps ! Et les ogres de la «génomie» de l'ogrer bigrement sur l'industrie agroalimentaire (Du Pont a déjà racheté une société spécialisée dans les protéines de soja).

Par le fait, ils forcent l'agriculture à devenir de plus en plus dépendante et ciblée («l'agriculture sera un levier pour l'industrie, elle pourra répondre à des contraintes de formulation et de process en modifiant les matières premières» dixit A. Mécéan, directeur scienti-



Après les algues vertes, les O.G.M. ?

interprofessionnel des citadins métropolitains dans Enjeux, mars 98). Il faut dire que, comme d'habitude, la carotte fait avancer les ânes ! 500 F de gain net par hectare, voilà qui peut donner à réfléchir aux «industriels de la terre». C'est pourtant le gain acquis par les agriculteurs américains malgré 25% de surcoût sur le maïs résistant à la pyrale (sorte de chenille), mis au point par Novartis. Heureusement, certains s'inquiètent de cette prise de pouvoir déguisée sur l'agriculture par des gros groupes industriels, notamment la confédération paysanne. Et nous ne pourrions leur donner tort : «Aux Etats-Unis, les contrats signés avec Monsanto sur le soja condamnent le cultivateur à utiliser qu'un herbicide et l'obligent à racheter la semence chaque année, alors que la plante produit sa propre graine» (Enjeux, mars 98). Ce syndicat n'est d'ailleurs pas resté inactif en Bretagne, et il, et les indépendantistes progressistes ne peuvent que soutenir leurs luttes.

#### Et les consommateurs ?

Certains, afin sembler-il de se donner bonne conscience, réfléchissent qu'en fait les consommateurs auront le dernier mot. Foutaises ! D'une part, des groupes de l'agroalimentaire, tel Nestlé, sont nettement pro-OGM («sans état d'âme»). Ensuite, les gros distributeurs trouvent là un moyen de s'en mettre plein les poches. Comment ? C'est simple : les consommateurs (ou tout au moins une partie d'entre eux) ont peur des OGM ? Il suffira donc de créer des produits certifiés sans OGM... et de les vendre plus cher... On ne peut exclure qu'il y est une clientèle prête à payer plus cher pour disposer d'un produit sans OGM», déclare Stéphane Mélon, président d'Endania-Begin-Say, dans les colonnes de la tribune. Casino, Carrefour, les centres Leduc ne veulent pas d'OGM dans leurs produits vendus sous leur propre marque. Cette politique qui ressemble plus à une opération marketing qu'à une prise de conscience écologique est un leurre à moyen et long terme car il faudrait alors doubler la filière récolte et transport, ce qui provoquerait un manque évident à gagner pour nos pachydermes de la distribution capitaliste. Les produits «sans OGM»

ne seront donc que des marchandises de luxe réservées à certaine classe (ceux qui ont vraiment les moyens de préserver leur santé !), la «masse» se satisfaisant du reste... Car c'est bien vers le tout OGM que l'on va. Un chiffre : de 50 à 60% des produits incorporent le soja ou ses dérivés, telle la lecitine. Or, si aux Etats-Unis le soja transgénique représentait 1% de la production en 96, 30% en 98, il représentera la quasi-totalité d'ici quelques années.

«Plus d'une vingtaine de variétés de coton, maïs, coza, tomate ou courgette transgéniques seront cultivées cette année sur 25 millions d'hectares, soit trois fois la surface céréalière de l'hexagone» (Enjeux, mars 98). Ne vous laissez pas du dit que l'enjeu est colossal... pour certains ?

En contrôlant l'ensemble de la filière, les gros groupes agrochimistes mondiaux veulent ainsi imposer et leur diktat économique aux producteurs et leur camelote aux consommateurs. Une pierre deux coups pour un jeu plutôt juvénile. Evidemment, pour faire avancer la palée aux relents, ces cochons de services n'hésitent pas à déglaiser des facteurs prétendument positifs à la vulgarisation des OGM. Par exemple : «est la seule solution capable de concilier la croissance démographique, la baisse des surfaces cultivables (NDLR - la faute à qui ?), et la sous-nutrition».

Balvernes ! Une seule raison motive ceux qui n'en ont et n'en auront jamais assez : le fric et la dépendance de la planète entière à leur égard.

#### Conclusion

Malgré l'enjeu, humain et écologique engendré par de telles pratiques, il ne faudra donc pas s'attendre à un réel débat public une fois de plus. Fall-il d'ailleurs s'en étonner ? En tout cas, les progrès scientifiques et leurs applications guidées par les intérêts financiers et supra-nationaux (ça va de pair !) ne font que renforcer l'idée que seule une société véritablement socialiste et autogestionnaire sera à même de garantir aux individus la liberté de choix et l'élaboration d'une véritable éthique face à ces menaces.

Marg'ch En Dao Grenn

## Pour en finir avec le mythe de la gauche

10 mai 1981. Manifestations monstres, international hurlé à tue-tête, drapeaux rouges... La «gauche» a gagné. Et puis on a attendu sagement comme le réclamaient les syndicats et les fameux partis de la gauche respectable, que le gouvernement d'union de la «gauche» réalise les vrais changements. Et puis le chômage a grimpé en flèche ; la sidérurgie lorraine a été éliminée ; Delors, ex-conseiller de Pompidou est arrivé. Premier plan d'austerité.

Mars 2000. Le chômage et la précarité font des ravages, la misère et les inégalités ont grimpé en flèche, la bourse a explosé, la situation de la Bretagne est toujours la même... Le lendemain de fête a une sacrée gueule de bois.

Que s'est-il donc passé entre temps ? La fameuse «gauche» ne serait-elle plus au pouvoir ?

### La trahison du PS : une tradition historique

Ils étaient peu à affirmer en mai 81 que cela changerait rien, voire aggraverait les choses. Mais on n'écoute pas les rabat-joie ou les personnes trop lucides.

Pourtant, il suffisait de regarder un peu le passé pour se rendre compte qu'il n'y avait rien à attendre du PS. Que se soit dans l'hexagone ou ailleurs, le PS a toujours été de toutes les trahisons. Pendant la première guerre mondiale ou affrontement d'Etats et d'intérêts capitalistes, les PS européens ont participé aux unions sacrées au nom de la défense nationale. Mais la encore, ils avaient une explication comme le clamait un journaliste le 8 août 1914 : «Parlez sans amertume ! Partez sans regret, camarades ouvriers qu'on appelle aux frontières pour défendre la terre française (sic), c'est bien pour la révolution que vous allez combattre». Ils appuyèrent donc, voire participèrent aux gouvernements, comme Guasch et Sembat en France, et donc aussi à la répression envers les travailleurs et les soldats mutins durant le conflit. On connaît le résultat, particulièrement en Bretagne. Des millions d'individus morts ou handicapés pour le profit de quelques-uns. Dans les Etats vaincus ils écrasèrent les insurrections révolutionnaires, particulièrement en Allemagne, assassinant la célèbre Rosa Luxembourg, laissant la part belle au socialisme bureaucratique et favorisant aussi la venue du nazisme.

Après la victoire électorale du front populaire en 1936 dans l'hexagone, ce n'est que parce que les travailleurs se sont mis en grève générale que les congés payés et décalés ont été obtenus. Cette même année se déclençait la guerre d'Espagne. Malgré les appels incessants des républicains espagnols et de leurs alliés basques ou catalans, rien ne fut fait, permettant ainsi la victoire fasciste et l'essai de techniques et armements nouveaux par les nazis.



14 Emgann/Combat breton n° 172

En 1940, la majorité des députés SFIO votent les pleins pouvoirs à Pétain. Un certain Mitterrand va commencer sa carrière politique sous Pétain, et recevoir pour service rendu la plus haute distinction fasciste française, la Légion d'honneur. On retrouvera ce même Mitterrand pendant la guerre d'Algérie. Celui-ci ne fait que suivre l'exemple de ses aînés (mais a-t-il été un jour de gauche ?) lorsqu'il lance en 1954 : «L'Algérie c'est la France». Déjà Léon Blum déclarait en 1925 lors de la guerre du rif qu'il fit 50 000 morts : «Nous avons trop l'amour de notre pays pour désavouer l'expansion de la pensée, de la civilisation française... Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas venues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie». Rien d'étonnant donc à ce que les prétendus socialistes aient été de toutes les guerres coloniales pour défendre l'une et l'indivisibilité de la «nation» française et qu'ils aient continué à pratiquer la politique d'ethnocide culturel visant à éliminer en douceur des peuples, dont le peuple breton.

Malgré tous ces faits antérieurs, la reprise du pouvoir en 1981 par le PSF, coïncidant avec l'usage du pouvoir de la droite classique, une crise économique grave et la personnalité de Mitterrand, va susciter des espoirs énormes, particulièrement en Bretagne ou en plus de la question sociale se joue la question identitaire. Ceci d'autant plus que question promises, le PSF était particulièrement en forme. Le discours de Lorient en mars 1981 promettait ni plus ni moins que la réunification, l'officialisation de la langue, une quasi autonomie politique, le tout emballé par un projet de transformation sociale. Mais les promesses ne sont faites que pour ceux qui y croient. A l'inverse de 1936, la grève générale n'aura pas lieu, les salariés étant bien encadrés par les syndi-

cats et le PCF encore puissant, leur disant de laisser le temps à la gauche pour accomplir le programme. On attend toujours. Enfin un certain nombre de militants en quête de reconnaissance sociale ou par manque de courage politique rentreront au PSF, ou en terme plus sévère bouffèrent à la gamelle.

Tout ceci se traduit en Bretagne par un effondrement du mouvement politique et culturel breton, qui mal plus de 10 ans avant de commencer à remonter la pente.

### En finir avec le mythe de la gauche

Depuis donc 19 ans, le PSF est au pouvoir quasiment sans discontinuité (seulement 4 ans de gouvernement RPR-UDF). C'est donc lui, ainsi que ses alliés PCF-MRG et Verts, le seul responsable de la situation économique-sociale. Le libéralisme n'a pas meilleur allié que le Parti Socialiste. Alors que toute décession anti-sociale prise par quelque gouvernement de droite classique que ce soit est immédiatement combattue, lorsque la prétendue Gauche Plurielle fait de même ou plus exactement pire, il ne faut pas bouger afin de ne pas mettre en cause la sacro-sainte union de la gauche. Le mythe à la peau dure et le PSF ne s'y trompe pas. Roi de la démagogie, il se sert de ce mythe, laissant croire qu'il existerait encore une opposition entre lui, incarnation de la gauche et la droite classique. Il est vrai qu'il est aidé en cela par ses alliés du PCF-MRG et aujourd'hui Verts. Ceux-ci comme le PCF se rattachent au PSF comme à une bouée de sauvetage ; ou comme le MDC est une simple création visant à garder dans le giron les ultra jacobins français ; ou comme les Verts les acceptent pour mieux les digérer.

Il est donc temps d'en finir avec ce mythe de la gauche et de la nécessaire union. Le PSF est la meilleure arme que la bourgeoisie est venue pour imposer ses objectifs.

### Pour un mouvement politique breton de gauche populaire et autonome

Face à ce bilan, il apparaît que notre seule alternative est la construction d'un mouvement breton réellement de gauche, large et autonome. L'exemple des basques d'Iparralde (pays basque Nord) est particulièrement significatif. L'alliance de groupes politiques, jusqu'alors opposés, au sein d'une plate-forme électorale (Abertzaleen Batasuna) totalement autonome des partis français, s'est mue en un mouvement politique qui aujourd'hui représente plus de 12% des voix. Il est devenu incontournable, obligeant les partis français à prendre position sur la question basque elle-même devenue incontournable et non pas seulement un discours minimaliste à simple but électoraliste n'entraînant aucune avancée réelle. De nombreux autres exemples, dont la Corse, montrent que cela est possible, même dans des contextes d'extrême tension. Même s'il faut éviter de calquer des situations sans les adapter à la réalité nationale, il apparaît que cela demeure la seule solution. Mais cela demande un travail énorme de la part de tous. Ensuite il est clair que chacun doit prendre ses responsabilités et donc abandonner les querelles personnelles, penser à long terme et de manière globale et enfin n'être qu'un militant politique luttant pour des idées et non pas pour un petit confort personnel, ou une reconnaissance quelconque. La nouvelle génération qui aujourd'hui s'engage politiquement se moque des conflits personnels et sans intérêt de certains. Elle ne réclame que l'efficacité et l'émergence enfin d'un mouvement qui ne soit ni groupusculaire, ni un suppléant du PSF. La situation est historique. A nous de ne pas manquer le rendez-vous une nouvelle fois.

Didoune

Pour information sur le mythe de la Gauche lire «Courant Alternatif» hors série n° 2, 1999, OCL/Égérie BP 1213, 51068 Reims Cedex

## Madelin et les prisons françaises

### Libéralisme ou libéralisme économique ?

«Ce qui se passe dans les prisons est franchement inhumain» (Alan Madelin, OF, 30.01.00). Il aurait pu préciser «Dans les prisons françaises» qui sont la honte de l'Europe du Nord.

Encore un qui fait semblant de découvrir une situation parce qu'il ne peut plus fermer les yeux depuis que la médiocratie de «La Santé» a porté le problème sur la place publique. A croire que l'observatoire international des prisons, pourtant bien actif, n'a pas écouté des élus. Il est vrai que cet organisme dérange parce qu'ilaborde pas le problème sous un angle médical uniquement, mais social aussi, une bonne raison sans doute pour que ses rapports, réflexions et propositions soient ignorés en hauteur... y compris chez Mme Guigou qui n'ignore que sous la pression de l'Europe et des cours internationales. Lorsqu'elle estime impossible de pouvoir loger chaque détenu en cellule individuelle, c'est parce qu'elle néglige pas un instant de libérer tous ceux qui n'ont rien à faire en prison. La solution pour elle c'est d'augmenter le nombre des prisons, donc de places disponibles.

Pour revenir à Madelin, notre Breton de circonstance, il ne sait plus sur quel terrain délivrer son message. Pendant que d'autres essaient de se faire discrets sur le sujet, il était le seul à oser prétendre que la catastrophe de l'enka ne peut en aucun cas être considérée comme un résultat du libéralisme (Capital, connais pas). Comme ses arguments n'ont pas convaincu, c'est le mons qui on puisse dire, il est passé pour le bouffon de services aux yeux des médias. Mais Madelin est corse : il est sur tous les fronts de lutte de la démocratie libérale d'extrême-droite. Silôt tombé de cheval, il enfonce un autre dada. Il va s'attaquer maintenant au problème des prisons françaises. Ça fait bien, c'est dans l'air du temps, le libéralisme économique a de l'argent à faire et puis il vaut mieux prendre quelques précautions maintenant que les voyous politiques ne passent plus à tous les coups à côté de l'incarcération.

Il nous fait donc le coup du poussin qui sort de sa coquille et qui s'aperçoit que le monde est sale. Dans quel monde vivait-il avant la sortie du livre de Madame Vasseur ? N'est-ce pas lui qui contribue largement à salir ce monde en aggravant les inégalités hors et dans les prisons ? Des écarts énormes dans les condamnations pour des faits similaires (par des cours qui n'ont pas à motiver leurs décisions) sont fréquents, selon que l'accusé avait les moyens, ou pas de payer un avocat.

Personne dans toute cette logorhée sur la justice et ses prisons ne remet en cause cette inégalité sociale : «Vous serez jugés selon que vous êtes riche ou pauvre», restera donc une pratique en dépit de tous les principes affichés et ce n'est pas Madelin qui va tenter de remédier à cette situation somme toute naturelle, dans une société marchande. Pourquoi pas une justice de marché et des prisons privatisées ? Hein, pourquoi pas ?

Alors, justement, Madelin qui a toujours une bonne solution bien libérale à tous les problèmes de société intervient. Il propose de «spécialiser» les prisons. L'idée est séduisante à première vue, s'il s'agit de ne plus laisser de

jeunes ou petits délinquants côtoyer des criminels dangereux et de faire en sorte que la prison ne soit plus l'université du crime. Mais de mot qui pourrait paraître anodin, voire approprié, sorti de la bouche d'un autre, ne peut qu'inquiéter, émanant d'un aussi sinistre personnage (fait pas se fier à sa bouille de poupon bien nourri, à sa voix mielleuse et à ses yeux de cocker battu, il est plus dangereux qu'un pitbull). Toujours aussi faux-cou, il nous présente son programme pour les prisons sous couvert d'humanisme, mais quand on sait l'idée qu'il se fait de l'humanité on peut avoir des doutes : à ma gauche les pauvres, à droite les riches et à l'extrême-droite les seigneurs (saigneurs ?) du monde. Voilà un monde bien ordonné ou on trouve de la place pour tout. Au moins à ce niveau (économique) il est un fervent défenseur du droit à la différence (de revenus), parce qu'il faut de tout pour faire un monde humain... et libéral économiquement, ein, zwen !

Gagons qu'il va remettre sur le tapis la privatisation de la gestion des prisons. L'amélioration des conditions de détention, ça a un coût. L'état est réticent car il a d'autres priorités et c'est là que les libéraux interviennent, tout prêts à investir dans les prisons comme dans n'importe quel autre secteur où l'état est déficient, pourvu que le profit soit à la clé. C'est le cas en France pour les autoroutes, c'est aussi le cas en Grande-Bretagne où des casernes de l'armée sont gardées par des vigiles de sociétés privées. Dans les prisons, là où l'état perd de l'argent, eux vont en faire. Mais pour ça il faut repenser le problème à la source libérale. Ça tombe bien, ce n'est pas la main-d'œuvre convenable qui manque. Pas de syndicats, pas d'indemnités pour maladie ou accident, pas de chômage technique, etc. Un rêve (déliébral). En prenant le contrôle financier des prisons en concession, ils pourront vendre une catégorie de travailleurs sans droits et exploiter à ces mêmes travailleurs les articles «cantinables» sans concurrence. Ouh là intérêt d'avoir des prisons «spécialisées» pour les détenus qui doivent travailler pour parvenir à un minimum de subsistance matérielle. Ceux qui ne veulent pas travailler et qui n'ont pas de ressources, l'état devra s'en charger. On peut aussi imaginer des prisons tout confort, payantes, pour les élites qui sont dérangés suffisamment d'argent avant d'y entrer.

Avec Madelin, le pire est toujours sûr, on peut donc s'attendre à ce qu'il précise ce qu'il entend par «spécialiser» sans trop tarder. Une chose est sûre, c'est qu'il ne proposera pas la création de prisons spécialisées pour les 10 000 innocents (chiffre incroyablement vrai) qui

sont mis en détention tous les ans, parmi les 50 000 détenus provisoires. Sans même discuter du bien-fondé de la mise en détention pour les auteurs de petits délits, ça fait quand même 20% de personnes qui n'ont rien à faire en prison.

Quel type de «spécialisation» méritent-ils ceux-là, sachant qu'ils n'auront même pas droit aux excuses de l'appareil judiciaire à leur libération ?

Madelin a beau faire son possible pour se rendre intéressant, ce n'est pas lui qui aura la palme. Pour l'instant, elle est détenue confortablement par :

• Bernard Tapie - «80% des gens qui sont en prison y vivent mieux que dehors» (sic)... Les innocents aussi ?

• R. Badinter - «Les juges d'instruction n'utilisent qu'exceptionnellement la détention préventive à des fins de pression psychologique... Pour le coup, c'est lui l'innocent. C'est pas très fort pour un ex-kabailier avoué, en regard des sœurs, mais actualité politique, il est vrai...»

D. RIOU

## La dernière vague d'interpellations en Bretagne aura eu au moins quelque chose de positif

C'est l'aveu des policiers de la DNAT (Direction Nationale Anti-Terroriste) puisqu'ils ne se sont pas cachés d'être une police politique. Un des gardés à vue a même dû faire répéter ce qu'il venait d'enlendre de l'inspecteur qui l'interrogeait : «Nous sommes une police politique». D'autres éléments nous confirment cet état de fait, dans un communiqué du mois de janvier, le syndicat général de la police demande plus de moyens pour surveiller les militants afin de faire du renseignement.

Du renseignement sur qui ? Sur les délinquants, les voyous et grands, en ce qui concerne la drogue, la criminalité en général, l'insécurité dans les écoles ? Non pas du tout, du renseignement sur les Bretons. Il est vrai que depuis quelques années les militants se sont multipliés en Bretagne. Il y avait une forêt de Gwanh ha Du à la manifestation anti-mariage noir de Nantes.

Le gouvernement de l'état français se donne donc actuellement les moyens de développer la répression, par une justice d'exception, contrôlée que par le pouvoir politique, et par une police politique (DNAT et direction des renseignements généraux), police politique qui ne travaille que sur des délinquants politiques.

• Mettre en garde à vue une trentaine de personnes, dont l'ensemble de la direction d'un parti, est un acte de répression politique.

• Saisir des fichiers de militants associatifs est un acte de répression politique pour empêcher les associations bretonnes (culturelles, syndicales) de fonctionner et pour intimider leurs militants et leurs sympathisants.

Si c'est cette politique que l'état français a choisie, il faudra qu'il nous damne des contreparties, qu'il accepte de traiter nos camarades emprisonnés comme des prisonniers politiques. Nous devons exiger qu'il ait un statut de prisonnier politique en France pour nos détenus dans les prisons parisiennes, pour les nôtres, mais aussi pour les Basques et les Corses, et pour ceux d'action directe qui, pour certains d'entre eux, vont mourir ou sombrer dans la folie, suite au traitement particulier qu'on leur inflige.

De ce qui se passa aujourd'hui en Bretagne, en Corse, en Allemagne de l'Est avant la chute du mur de Berlin. Multiplication des surveillances par table d'école, un policier derrière chaque opposant politique, etc.

Dans le pays auto-proclamé des droits de l'homme, la France, on appelle cela du Totalitarisme.

Michel HERJEAU

## Emile Masson (1869-1928)

### La genèse d'une pensée socialiste bretonne

Emile Masson est un personnage du mouvement breton difficile à cerner. Ses idées socialistes et libertaires vont le faire évoluer dans un paysage politique breton en pleine composition.

Léonard de naissance mais non bretonnant, il va suivre une scolarité assez brillante. Cette scolarité marquée par l'obtention de deux licences (l'une en philosophie, l'autre en anglais) va être marquée par plusieurs longs séjours à Paris. Cette période parisienne est l'occasion de sa maturation politique. Il se lie avec plusieurs composantes du milieu gauchisant de l'époque : dreyfusards, anarchistes, collectives, antimilitaristes. Il prend part également aux universités populaires (1899-1905). Ces universités avaient pour but d'instruire les ouvriers en leur donnant des cours par des personnes qualifiées. Séduisant l'idée à la base, l'expérience fut cependant un échec car ces universités vont perdre leur idéal initial. En effet, l'instruction ouvrière, pour rendre cette classe active, va vite tourner au paternalisme et à la collaboration de classes. De cet échec, Emile Masson gardera cependant une idée dans l'instruction comme moyen de libération des masses prolétaires.

Le meilleur enseignement amène E. Masson à travailler dans un lycée de Pontivy où il enseigne l'anglais. Le lycée de l'époque est très différent de celui d'aujourd'hui. Il dispense un enseignement de la semaine à la terminale et concerne les classes aisées de la population car il est payant. Seuls des élèves des milieux modestes peuvent y accéder s'ils obtiennent une bourse. Ils forment une population en retrait dans l'établissement. Emile Masson va être très proche de ces élèves boursiers. Il apprend le breton à leur contact. Certes, au début, ce n'est qu'oralement (ses élèves n'ont jamais eu d'enseignement écrit en breton, ils ne savent pas l'écrire), mais cela va lui faire apprendre par la suite le vannetais. Il va ainsi développer une conception politique particulière associant socialisme et langue bretonne.

Emile Masson est un socialiste libertaire. Internationaliste farouche, il tente de concilier cette idée avec l'identité bretonne. Ainsi, il s'oppose aux socialistes français de l'époque. Il est d'abord foncièrement contre l'idée de parti ou de syndicat (c'est son côté libertaire) qu'il juge contraire à l'intérêt de l'individu (ils reproduisent l'oppression : ils visent particulièrement ceux d'inspiration marxiste). Ensuite, pour Masson, la libération de l'individu passe par la réappropriation de son identité. Le français fait du breton un étranger à lui-même. Dans cette optique, il fonde la revue *Brug* (bruyère). Cette revue bilingue (breton/français) doit propager les idées socialistes et libertaires auprès du paysan breton.

Les socialistes français sont hostiles au particularisme. Certes, un Jaurès n'est pas hostile à l'enseignement du breton, du basque et des langues du Midi. Il ne sépare pas conscience ethnique de la conscience de classe. Mais la majorité des socialistes ne conçoivent de faire progresser leurs idées que par un centralisme farouche. De plus, ils ne voient dans les mouvements régionalistes qu'une émanation de la



Emile Masson, sa femme et son fils, en 1912 (Skol Vreizh)

droite et des cléricaux (ce qui n'est pas faux à l'époque). Les langues régionales ne sont à leurs yeux qu'un instrument de la réaction. Il est pour eux impossible d'être républicain, laïc et régionaliste.

Emile Masson va à l'encontre de leurs idées : les peuples et les prolétaires doivent être instruits dans leur langue maternelle. Cela sera le seul moyen d'émanciper le prolétariat breton. En effet, en Bretagne, le prolétariat est breton : celui qui parle breton, c'est le travailleur et non le possesseur (qui lui est acquis à la culture française). Le combat pour la libération du prolétariat breton va de pair avec le combat pour la langue bretonne. Si l'on veut faire pénétrer les idées socialistes chez le prolétaire breton, il faut le faire en breton. Faire de la propagande socialiste en français c'est se fermer aux paysans bretons. Emile Masson traduira à ce titre des œuvres de penseurs socialistes comme Elysée Reclus, ou Anté, ouvrage politique où il développe ses idées. De plus, laisser le terrain de la langue aux forces conservatrices, c'est laisser les idées réactionnaires progresser allègrement. L'erreur des socialistes est là : elle condamne le seul moyen de communication qu'elle a pour développer ses idées. La condamnation d'Emile Masson est sans appel : « (parlant du Breton) que sa langue, son moyen d'expression et de compréhension ont été et soient improprialement condamnés par ceux qui parlent d'affranchissement universel, de droit des peuples, de droit de l'individu... ». Emile Masson, à juste titre, rend les socialistes français responsables de la situation en Bretagne : par leur jacobinisme, ils ont limité la progression du socialisme en Bretagne. Or, pour Emile Masson, le socialisme est Arthur : c'est le socialisme qui libérera la Bretagne de ses chaînes. Seulement, ce socialisme s'adapte à la Bretagne et non le contraire. Ce socialisme sera celui qui unira les peuples dans leurs différences : le respect de chaque entité dans une communauté commune. Il concilie

ainsi son internationalisme avec son nationalisme breton.

La pensée d'E. Masson est ainsi particulière : à la fois nationale et internationale, socialiste mais farouchement opposée aux socialistes français, libertaire opposée aux partis. Dans le paysage du mouvement breton, il va difficilement trouver une place. De plus en de début du XX<sup>ème</sup> siècle, le paysage politique breton est assez complexe et 1911 marque l'apparition de deux nouveaux mouvements qui changent le paysage du mouvement breton. Ainsi on trouve :

- l'Union régionaliste bretonne (U.R.B.) dirigée par De l'Estoubeillon représentant un régionalisme bon teint et conservateur.

- la Fédération régionaliste bretonne (F.R.B.) issue d'une scission avec l'U.R.B. et qui représente la bourgeoisie régionale bretonne.

- le Parti National Breton (P.N.B.) autour de Camille Ir Mercier d'Erme et de Louis Napoléon Le Roux et qui pose les bases nouvelles d'un nationalisme breton.

Emile Masson va voguer entre la F.R.B. et le P.N.B. à la F.R.B. il est vice président de la section littéraire et parallèlement, il est au comité de rédaction de *Breiz D'hañval*, le journal du P.N.B. Il ne pouvait appartenir à aucun de ces deux mouvements. Même avec le P.N.B. où il ne pouvait qu'avoir les liens les plus forts, sa pensée est largement plus à gauche (le P.N.B. de l'époque est radical et petit bourgeois). Cela ne l'empêchera pas de signer le manifeste du P.N.B. qui sera distribué lors de l'inauguration du monument de la honte à Rennes<sup>1</sup>. Ce manifeste pose pour la première fois les bases d'un nationalisme breton moderne (se référant au mouvement des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes). Ce manifeste parle pour la première fois de « nation bretonne », « séparation intégrale avec la France », « d'oppression française... ». Si, sur le fond, les objectifs de Masson et ceux du P.N.B. sont les mêmes, la forme que prendra cette indépendance les sépare. Emile Masson ne veut pas que changer de drapeaux : c'est un socialisme libertaire qu'il convient d'installer.

Emile Masson ne trouvera pas sa place dans le mouvement breton. Ses idées représentent l'homme et n'ont pas d'écho dans l'Ensaev. Seul Yann Schier, lorsqu'il fondera sa revue *Al Falz* en 1933, se réclamera de la lignée d'Emile Masson (il reprend le combat langue bretonne et socialisme). Cependant, le courant fédéraliste qui va se développer dans le milieu des années 20 sera proche dans certains domaines de Masson. La pensée de ce socialiste libertaire est à redécouvrir car elle est moderne dans bien des domaines.

Emile Masson, *Les Bretons et le socialisme*, texte de présentation et notes par Jean Yves Guimard, Maspéro, Paris, 1972.

Ce monument représentait la Bretagne se soumettant à la France. Il était localisé sur la façade de la mairie de Rennes dans une niche. Ce monument sera détruit par un attentat réalisé par le mouvement GWENN HA DU dans la nuit du 6 au 7 août 1932.

## Pays de Galles

### Tower Colliery : pour une autre économie

Le 22 avril 1994, les mineurs de Tower Colliery rentrent chez eux avec un sentiment de défaite. Après deux semaines de grève contre British Coal, ils n'ont plus de salaire et sont menacés de ne pas avoir d'indemnités de licenciement s'ils continuent à se battre pour la dernière mine encore en activité au sud du Pays de Galles. Ils sont finalement contraints d'accepter la fermeture de la mine.

La section locale du syndicat des mineurs (NUM) propose alors que les mineurs eux-mêmes rachètent la mine, avant la liquidation pure et simple envisagée par British Coal. Le projet est accepté lors d'une assemblée générale des mineurs. Ainsi naît T.E.B.O. (Tower Employee Buy-Out, le rachat de Tower par ses propres salariés). Les mineurs sont soutenus par la municipalité d'Aberdare qui met à leur disposition des bureaux et une adresse postale. Des dons et des lettres de soutien arrivent rapidement. Au moment prévu pour la mise aux enchères de la mine, les mineurs ont recoté 1,93 million de livres (chaque mineur ayant investi 8000 livres, soit plus de 80 000 francs) et la banque Barclays leur accorde un prêt de 1,5 million de livres.

Lors de la conférence du parti conservateur d'octobre 1994, T.E.B.O. est considéré comme le meilleur rachat pour la mine.

C'est ainsi que le 3 janvier 1995, huit mois après la fermeture, les mineurs se réapproprient leur outil de travail. Sur les 320 personnes employées avant la fermeture, 200 sont actionnaires, les autres ayant pris leur retraite ou ayant changé de métier.

Tower Colliery fonctionne toujours de nos jours, exportant notamment vers l'Irlande, la France, la Belgique. Pour limiter les risques de spéculation, seuls les salariés de la mine ont le droit d'acheter des actions. Les six directeurs sont élus lors des quatre assemblées générales annuelles. Alors que les gouvernements successifs de Grande-Bretagne ont, depuis les années 1970, cherché à liquider le secteur minier (pas assez productif à leurs yeux) et à multiplier le syndicat NUM, l'expérience de Tower Colliery prouve que des modèles économiques alternatifs au capitalisme sont possibles.

Malgré les 600 000 tonnes d'anthracite produites, les mineurs savent que les ressources de Tower Colliery seront épuisées d'ici une dizaine d'années, et réfléchissent déjà à d'autres projets.

**Tower Colliery en bref**

- seule mine européenne dirigée par ses propres mineurs
- amélioration des conditions de travail et création de nouveaux emplois
- hausse des salaires, ceux-ci restant versés même en cas de maladie
- 38 jours de vacances par an
- dons pour une valeur de 52 000 livres (plus de 520 000 francs) à des associations locales (sport, culture, associations de jeunes...)

**Contacts :** Tower Colliery Ltd, Treherbert Road, Hirwaun, South Wales, CF44 9 UF, United Kingdom

http://www.baynet.co.uk/colliery/welcome.htm  
e-mail: workers@tower-coal.co.uk

## Prisonniers politiques

### Les Bretons parlent aux Bretons sur Radio-Pays

Chaque vendredi soir, à partir de 21h30, Radio-Pays (radio implantée à Montreuil, banlieue de Paris) consacre ses programmes à la Bretagne.

Depuis que cinq de nos compatriotes sont incarcérés dans la région parisienne, cette émission offre aux amis, aux familles de détenus, aux Bretons et aux militants en général, la possibilité de leur envoyer des messages radiophoniques. A partir de 22h30 donc, les ondes sont ouvertes à toutes celles et tous ceux qui souhaitent apporter leur soutien aux prisonniers, les informer des événements qui rythment leur pays. Il s'agit aussi de faire parvenir à Denez, Alain, Bertrand, Gérard et Arno la chaleur d'une voix amicale voire familière.

Chaque vendredi soir, sont de l'autre côté du poste. Pour leur passer un message, il suffit de téléphoner, à partir de 22h30, au 01 48 59 22 12.

## Les Normands rient dans les brancards

85% des Normand(e)s (selon un sondage récent) se prononcent pour la réunification des Haute et Basse-Normandie(s) en une seule région à taille européenne regroupant les cinq départements de la Manche, du Calvados, de l'Orne, la Seine-Maritime et l'Eure.

Ces départements devraient du même coup être supprimés si on tient compte, en bonne démocratie, du consensus populaire sur le sujet, ce qui aura pour effet de supprimer un échelon administratif inutile et les coûts pour la collectivité. Le conseil général de chaque département, conçois entre les communes de communes et l'assemblée régionale, et qui sert aujourd'hui d'encre ou de filtre à la représentation, on peut s'attendre à ce que les notables locaux dont le carrière dépend de la survivance de cette institution, freinent des deux pieds face à l'évolution démocratique des territoires et leur restructuration. Par contre, les préfets de département devront disparaître également, faute de domaine où régner. Les finances publiques ont tout à gagner à cette évolution, mais l'état perdrait son instrument privilégié de coercition à l'encontre des populations. L'état français contre ses administrés normands, une belle bagarre en vue qui vient renforcer une partie de nos revendications.

L'actuel découpage de la Normandie historique est une aberration résultant des ambitions personnelles de Lecanuet et d'Ornano, roitelets de l'après-guerre qui s'étaient fait tailler ces « circonscriptions administratives » à leur convenance dans le cadre d'un partage de la France entre les barons du gaullisme et les autres. La gauche française s'est adaptée à ces découpages autoritaires et ne les a jamais remis en cause ; les populations la rappellent à la réalité maintenant en Corse, en Bretagne, au Pays-Basque, en Savoie, dans les Dom-Tom et en Normandie. C'est à une remise en cause généralisée de l'état français et de ses structures jacobines qu'on assiste. Même les Français convaincus ne veulent plus de carcans étatiques.

Tout ira au mieux dans le meilleur des mondes si les Normands arrivent à imposer leur volonté populaire dans ce bras de fer avec l'état ; pour tout le monde sauf pour François-Régis Hulot (PDG de Ouest-France) qui rêve tout éveillé à la création d'une super-région européenne à la taille (coïncidence fortuite ?) de son quotidien grand-ouestin. Sa vision englobe la basse Normandie, la Bretagne et les Pays de Loire. Elle formerait la pointe de fleche de l'Arc Atlantique. Les Normands plus tournés vers la Manche apprécieront.

On comprend mieux le peu d'empressement de F.R. Hulot à appuyer la revendication de ré-unification de la Bretagne qui, dans son esprit, ne devrait plus exister à terme, pas plus que la Normandie, noyée dans un Grand-Ouest artificiel, folie reflète à l'échelle européenne des découpages à la française.

Aussi peu attentif aux aspirations identitaires que l'ont été Le Canuet, d'Ornano ou Duchard en leur temps, il appartient au moins passé qu'il y a 50 cantons et qu'il laisse des plus jeunes envisager leur avenir hors de ses considérations bassement intéressées, d'autant que rien ne l'empêche d'adapter la stratégie commerciale de « Ouest-France » à des « Régions Européennes » adaptées aux réalités humaines.

D. RIOU

## Emgann, j'adhère !

Chers amis compatriotes, à l'heure de «hypercommunication», des défis technologiques et de l'ultra-libéralisme, les fossés sociaux se creusent tous les jours un peu plus.

En effet, si l'accès à la modernité et au savoir continué à rimer avec la notion d'argent et de privilège, alors une fois de plus les valeurs humaines et sociales les plus élémentaires, seront balayées.

Liberté ? Égalité ? Fraternité ?  
Humour, dérision ou provoc ?  
L'état français impose et applique un système répressif, visant à canaliser toutes idées ou cultures différentes afin soit d'en tirer un quelconque profit supplémentaire, ou bien soit pour l'éliminer tout simplement, à sa bonne convenance...

C'est pourquoi, une fois de plus, dégoûté par la suffisance, le mépris et l'hypocrisie de l'état français, j'ai pris la décision d'adhérer à votre mouvement et me tiens à l'entière disposition de la lutte du peuple breton.

Notre devise, elle, ne ment pas...  
Kentaoc'h mervel eget bezañ saotret !!  
Pluñt la mort que la souillure !  
Fanch L.D. Tregemestre.

## La police et cinéma

On apprend récemment par voie de presse, que...

Aujourd'hui au moins sept ex-policiers sont actuellement à visage plus ou moins découvert dans le paysage cinématographique et télévisuel français...

Je suis assez interloqué et très surpris de tels agissements : je ne savais pas, en toute naïveté, que la redevance pour l'audiovisuel pouvait alimenter indirectement des a-côtes de la police française. Or, je constate, qu'il ne se passe plus une soirée télé, si j'étudie les programmes, sans une de ces séries policières, le comble de la fumisterie étant atteint avec un téléfilm diffusé le mercredi après-midi (pour les enfants ?...) et intitulé le GREC. Je trouve très bizarre que des représentants dits de «l'ordre établi», en exercice, puissent ainsi collaborer avec des chaînes publiques ou privées et distiller, par conséquent, une approche très partielle de la société.

Je m'aperçois, en effet, qu'il s'agit toujours de séries dans lesquelles nous ne voyons que de supers héros, à la gloire de cette catégorie d'individus, bref, que des inspecteurs, juges, courageux, honorables, les défenseurs de la veuve et de l'orphelin, en quelque sorte, ne traquent pas des assassins, voleurs, coupables d'incestes, etc. Tout est vraiment parfait dans le meilleur des mondes.

À quand une toute prochaine série, mettant aux prises ces formidables héros des temps modernes et de sales et bouseux méteques du style breton, corse, ou basque ?

Moi, j'attends toujours le courageux réalisateur (ou journaliste) qui enquêtera, entre autre, sur les agissements de la police sous Vichy et plus particulièrement sur ceux qui participèrent à la monstrueuse rafle du Val d'Hiv et ne furent jamais inquiétés.

E. LE BALP

## Goulag en breton ?

Dans votre numéro daté du 15 courant, j'ai sous les yeux l'article non signé consacré à Adsav et qui fait référence au POBL dont je fus l'un des fondateurs, à ce titre et de façon strictement personnelle, vous me permettez quelques commentaires sans la moindre intention polémique, bien entendu.

Stagissant d'Adsav dont je connais bien les initiateurs et pour cause, je pense que vous affaiblissez votre démonstration en utilisant une expression, «le sabre et le goupillon» qui ne s'applique certainement pas à des militants antimilitaristes et anticléricaux. Par ailleurs, vous leur reprochez la référence à une «immigration massive et incontrôlée», il faut donc que vous ayez le courage de dire aux Bretons que, vous, vous êtes pour une telle politique d'immigration, avec les avantages et les inconvénients qu'elle présente. Plus loin vous reprochez au POBL de faire référence à ce vieux, très vieux, slogan de l'Emsav : «ni de droite ni de gauche Breton suis», qui signifie tout simplement que les patriotes bretons ne veulent pas se définir par rapport aux divisions idéologiques de l'Assemblée Législative en 1792 : les Montagnards et les Feuillants, clivage qui, il faut bien le dire, n'a plus grand sens dans la France jacobine. Il aurait fallu ajouter que le POBL se refusait à préempter le choix politique des Bretons quand ils se seraient émanés de la colonisation française. À l'évidence, en ce qui vous concerne, vous avez déjà fait ce choix pour les Bretons : après l'indépendance ce sera une Bretagne d'extrême-gauche où votre parti, comme il le fait d'ailleurs aujourd'hui, s'arrogera le droit de distribuer les bons et les mauvais points aux uns et aux autres, par exemple à moi, selon les critères du «Breton politiquement correct» définis par vos instances dirigeantes et malheureux «mal pensants», au fait comment dit-on «goulag» en breton ? (...)

Jean CEVAER

## Les Pays de la Lune

Les Pays de la Lune ont été découverts dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, en Europe, alors que certains explorateurs, auparavant, avaient tendance à les situer en Amérique - la Lune étant chère aux Peaux-Rouges criards, comme chacun sait -.

C'est tout d'abord le Maréchal Pétain (en breton : Mare-Chal Butun) qui ouvrit la porte aux investigations savantes dans lesquelles ces contrées jumeaux lointaines et pourtant si proches n'auraient peut-être jamais pu voir le jour ni se classer parmi les tout nouveaux «pays émergents».

Dans la cartographie classique, les Pays de la Loire s'étendaient de Saint-Nazaire au Mont Gerbier-de-Jonc, jalonnés par les villes de Saumur, Amboise, Orléans, Nevers, Le Puy et de nombreux châteaux touristiquement célèbres. Ce fut là une grande source de confusion dans la recherche traditionnelle des «mythiques» Pays de la Lune (en breton : Broioù al Loar).

Hérités de la pensée féodale, les concepts territoriaux de «Maine» (encore hélas opérationnel aux USA) et d'«Anjou» (un royaume, selon la Chronique) brouillaient les pistes et empêchaient nombre d'étudiés de discerner l'existence et les évidentes frontières des Pays de la Lune. N'oublions pas qu'on est allé jusqu'à localiser ceux-ci dans les parages du Japon ! (cf : «Les Pays de la Lune Vague», Xavier You, 1888).

Force est de constater que le Général de Gaulle (en breton : Rener-all ar Gal)

n'a rien pu faire, malgré ses pouvoirs, son prestige, pour accélérer la recherche, stimuler les explorations en direction des lunaires régions.

Mais un de ses barons, du nom d'Olivier Guichard (en breton : Olivenn Kichard) avait compris l'essentiel : que les Pays de la Lune devaient avoir une géographie variable et - plus important encore - qu'ils ne devaient pas avoir d'histoire !

Le soleil se levait tous les jours, sous nos yeux, sur les Pays de la Lune, et on ne les voyait pas ! Ce fut une des grandes découvertes de l'Europe de cette fin de siècle.

Les naïfs qui croyaient que Nantes se trouvaient en Bretagne, que Fontenay-le-Comte se trouvait en Bas-Poitou, devaient se rendre à l'évidence : ils étaient lunatiques sans le savoir, victimes d'illusions d'optiques, voire politiques !

On ne change pas une théorie qui gagne. Celle de Gallée a fini par triompher. Les Pays de la Lune - ce «Nouvel Nouveau Monde», comme ils ont été chantés -, malgré leur tardive apparition sur la carte, s'imposent bientôt à tous et feront leur entrée dans les manuels scolaires.

Osons espérer que les esprits chagrins, les pélerins du dandinement systématique qui prétendent encore aujourd'hui contester leur appartenance à une région stupidement qualifiée d'«artificielle», sauront tôt ou tard se rendre à cette évidence à la fois sereine et magique.

KILROY

## Kofi Annan défend la diversité des 6 000 langues locales dans le monde

New York (Nations Unies), 21 février (AFP). Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a plaidé lundi pour préserver la diversité des 6 000 langues parlées dans le monde et qui sont menacées par quelques langues dominantes.

«A une époque de mondialisation et de coopération internationale où quelques langues sont devenues des langues mondiales, il est impératif de maintenir la diversité des langues locales», a dit M. Annan dans un communiqué.

Il a fait cette déclaration à l'occasion de la Journée internationale des langues maternelles, célébrée pour la première fois lundi par l'ONU et l'UNESCO.

L'anglais est devenu la langue privilégiée des échanges dans le monde, mais quelques autres langues sont aussi dominantes comme le mandarin, l'hindi, l'espagnol ou le français.

De nombreuses langues, parmi les 6 000 parlées aujourd'hui, risquent de disparaître dans les prochaines années. Il est essentiel que la communauté internationale redouble d'efforts pour protéger cet héritage commun de l'humanité», a-t-il affirmé.

## Lavar 12 - La philosophie en breton

Daou gammed nevez e veiker e Lavar 12 : an eil o tennañ d'ar brederouniezh, egile d'ar gedvuhaz.

Kammed kentañ, embannadur ur Gerva prederouniezh a 110 pajenn, ouzhi e ober un alchouez brezhonek-gallek-alamanek-saoznec'h dezhañ 3 000 emmond hag un alchouez gallek-brezhonek gant 4 000 emmond. Ouzhpenn an termenou a brederouniezh ent strizh ez eus ennañ termenou yezhoniezh, yezhoviezh, jedoniezh hag ivez pennoù pemdeziek a chell ar prederou kaout ezhommi anezho.

Ar chammiz all zo graet war dachenn an damkaniezh. Kal zo da rañ d'ar brezhoneg un dezvad kefridiel. Pa vrezhoneg arveit en devo an dezvad ? An diec'hrou teodryzh aell peil zo emaez ar gedvuhaz ? Sabar ar mediaou hag ar skolioù ? Nevezteodryzh an emsaverion ? Mar rankje ur vedvediqez bevañ e hini pe hini eus ar brezhoneg-ou-se e vije ur gladenn drastus eus ar spred. Ramzel e chom an islonk a ranko ar brezhoneg treuzi da vezañ ur wir yezh.

Comme les précédents, Le douzième numéro de Lavar rend compte des recherches en cours dans divers domaines : mathématiques, comptabilité, technologie, sciences physiques et sciences de la vie, sciences humaines, sociologie, histoire et philosophie.

Deux nouvelles avancées se font jour : l'une, historique, concerne la philosophie, l'autre, pratique, vise à restituer le breton dans le contexte social.

Première avancée : la publication d'un vocabulaire de philosophie. Ses 110 pages comportent un lexique bre-

ton-français(allemand-anglais) de 3 000 entrées et un lexique français-breton de 4 000 entrées. En plus des vocabulaires strictement philosophiques, il renferme des termes de linguistique, de logonomie, de mathématiques et aussi les expressions courantes dans le langage philosophique.

L'autre avancée consiste en un souci de clarification. Il est question d'accorder au breton un statut officiel. Mais de quel breton s'agit-il ? Des résidus vernaculaires passés depuis longtemps au marge de la vie sociale ? Du sabir des médias ou de l'enseignement ? Du néovocabulaire des militants ? Si une société devait vivre en l'un ou en l'autre de ces bretons, il en résulterait un seul désastreux pour l'esprit. Un abîme reste à franchir au breton pour être une vraie langue.

Le volume de 525 pages, 15,8x21,7 cm - 160 F (24,99 €) Editions Preder, 19, Park Maen Meer, 29700 Plomelin



## A lire :

## LE LIAUN

C'est la publication de l'association gallo-saite «Bretayen Goleiz», une association qui depuis de nombreuses années essaye de populariser un aspect important de la culture nationale Bretonne, la culture gallo-saite sous toutes ses expressions.

Il faut le reconnaître ce journal qui paraît depuis 139 numéros avait jusqu'à lors un aspect un peu voilé, pour ne pas dire franchement passiste. De plus dans le même journal on pouvait trouver jusqu'à cinq façons différentes d'écrire le Gallo. L'année 2000 commença de façon totalement différente pour cette publication qui prend un sacré coup de jeune. Changement de maquette, adoption d'une seule norme orthographique, photos... La révolution culturelle quoi ! Le sommaire aussi a sensiblement évolué : on y trouve des rubriques consacrées à l'actualité mondiale et Bretonne en gallo bien sûr, des fiches de vocabulaire, des brèves et même une interview d'un groupe de hard core indépendantiste... Ça sort tous les deux mois à commander pour dix francs à «Le Liaun 2 contour de la nocte 35000 Pesein/Roazhon» tel 02 99 38 97 65, fax 02 99 44 41 70 Email : lialiaun@france.com

## Franc-tireur : numéro 1

C'est le bulletin des comités de soutien aux FTP, un groupe qui a commis dans la région de Marseille (Occitanie) près de 10 actions contre le front national, en recourant parfois à des méthodes détonnantes. Deux de leurs militants ont été incarcérés, depuis l'un est libre mais reste incoué. Pour en savoir plus SHA 21 ter rue voltaire 75011 Paris. 01 43 48 54 95 (tel) solidair@frp-alem.org

## Bulletin ABC Dijon

Un peu dans la même veine que le précédent, ce bulletin est celui d'un groupe anarcho-socialiste dans la solidarité avec les prisonniers politiques, on y parle de la situation de ces derniers dans l'Hexagone et ailleurs sur la planète, les initiatives de soutien y sont également relatées. Dans le numéro 12 outre des infos sur les prisonniers Kurdes, Basques, Américains ou Italiens on y trouve un vibrant appel à la solidarité avec les prisonniers indépendants Bretons ! ABC dijon Maloka bp 536 21014 Dijon cedex. Maloka@chez.com

## Diwan o klask skolaerien

Emañ Diwan o klask darnvez skolaerien evit an adkrog-skol 2000-2001. Ar stummadur kinnet a zo staliet e Kemper. Live BAC + 3 goullennet. Brezhoneg komzet ha skrivet. Lizeur ha CV da gas da : Diwan, BP 147, 29411 Landemé cedex.

## ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazel - 200 L da vhanan  
150 F par an (pour la Bretagne et pays sous domination française) 170 F ailleurs - Soutien - 200 F minimum

Anv/Nom .....

Raganv/Prénom .....

Chomlec'h/Adresse .....

Da gas da/A envoyer à : EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX

Notre fax : 02.96.44.09.24.

## Skoazell Vreizh a besoin de vos dons

Il est grand temps de penser à aider Skoazell Vreizh.



L'urgence se fait sentir. N'oublions jamais que des familles de militants bretons emprisonnés ont besoin actuellement de votre aide.

Un geste par un chèque dans l'immédiat qui permettra à Skoazell Vreizh d'apporter le réconfort nécessaire aux familles des militants bretons emprisonnés, ainsi qu'aux militants détenus.

Vous pouvez fidéliser votre aide en nous demandant le formulaire de prélèvement mensuel, que nous vous enverrons par retour.

Ne jamais oublier que sans Solidarité, il n'y aura jamais de Liberté.

Skoazell Vreizh. 3 straed Aristide Briand. 44350 Gwenrann.

Tél. 02.40.42.92.94. Fax 02.40.24.81.38.

### Ezhomm he deus Skoazell Vreizh eus ho skoazell arc'hant.

Poent-bras eo soñjal reiñ sikour da Skoazell Vreizh.

Mall-bras a zo ganeomp.

Arabat disoñjal o deus familhoù emsaverien a zo ezhomm eus ho sikour c'hoazh evit mañt en toullbac'h er mare-mañ.

Evit un dra bennak, roit ur chekenn da Skoazell Vreizh a c'hello a-drugarez deoc'h evit mañt hag ar pezh a zo ret da familhoù emsaverien vreizhat toullbac'h et pe d'ar breizhonidi o-unan.

En un doare reoliek e c'hellit hor sikour ivez, o c'houlenn diganeomp e vefe kaset deoc'h ar baperenn dreuzvankañ miziek.

Na zisoñjit ket. Biskoazh ne vo trec'h ar Frankiz hep ar C'hengred.

Skoazell Vreizh. 3 straed Aristide Briand. 44350 Gwenrann.

Pgz. 02.40.42.92.94. Plr 02.40.24.81.38.

## Edito

### Liberté pour les prisonniers politiques bretons ! Liberté pour la Bretagne !

Pour les militants indépendantistes lutter en faveur de la libération des prisonniers politiques est un devoir, une chose naturelle.

Cela n'empêche pas certains de nos sympathisants, voire certains prisonniers, de s'interroger et d'affirmer qu'il est plus important pour un mouvement comme Emgann de continuer à surtout travailler sur le terrain politique, institutionnel, social, linguistique.

C'est vrai que lorsque l'on consacre toute son énergie militante à rassembler des fonds, organiser des soirées de solidarité, animer les comités de soutien, les journées ne contenant que 24 heures, il est difficile de s'investir sur d'autres terrains.

Il ne s'agit pas de nier cette évidence, toutefois il ne faut pas percevoir la lutte en faveur des prisonniers politiques comme une lutte partielle, elle fait partie d'un combat plus global. Jamais, en effet, le contexte politique breton, hexagonal, et international, ne nous a été aussi favorable.

De nombreux Bretons peu politisés et peu conscientisés sont héberlués de voir que le gouvernement tient d'un côté un discours ouvert face aux légitimes aspirations du peuple corse, et qu'ici en Bretagne toutes les revendications les plus basiques, les plus démocratiques sont traitées avec mépris. Les «propositions» du gouvernement français à propos du statut des écoles Diwan, en sont l'illustration parfaite.

Au niveau social, les conflits se multiplient aussi bien dans le secteur privé où les 35 heures de la gauche poubelle apparaît de plus en plus clairement comme un cadeau pour le patronat, en favorisant la flexibilité et la précarité, que dans le secteur dit public où de nombreux services sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité.

Sur le plan institutionnel, la catastrophe de l'Erika pose concrètement la question de la souveraineté du peuple breton sur son territoire et son environnement, malgré le fait que dans les comités anti-marée noire les forces de la gauche poubelle refuse de centrer le débat sur cette question. Pendant ce temps-là, José Rossi (président «démocratie libérale» de l'assemblée territoriale de Corse) parle ouvertement d'autonomie...

Sur le plan démocratique, ces mêmes forces pourtant prêtes à citer les droits de l'homme tout bout de champ à propos de l'Autriche ou de la peine de mort aux USA, restent étrangement muettes à propos des immenses pouvoirs de la DNAT et de la clique à Bruguère.

**Des espaces infinis, afin de faire gagner de plus en plus de Bretons à nos idées s'ouvrent devant nous, nous ne devons pas gâcher cette opportunité.**

**Emgann**, malgré la répression continue son travail militant sur tous les plans, la marche pour l'indépendance qui aura lieu les 22 et 23 avril entre Morlaix et Guingamp en est un parfait exemple.

A cette occasion, nous populariserons nos positions, soyons présents !

**Lutter pour la libération des prisonniers politiques c'est lutter pour toutes nos libertés !  
Bec'h dezhi !**

Emgann

### Adresses des prisonniers politiques bretons

**Denis RIOU** - 58979 / E 315  
Maison d'arrêt - 5, bd Alexandre Turpault  
78395 Bois-d'Arcy

**Alain Solé** - 888598  
E.P.S.N.S. - 1 Allée des Thuyas  
94261 Fresnes Cedex

**Gérard Bernard**  
3 G 28 - Bâtiment D4  
M.A.H. de Fleury-Mérogis  
7 Avenue des Peupliers  
91705 Ste Geneviève des Bois

**Bertrand Grimault**  
887 472 - 2ème division - Cellule 374  
Allée des Thuyas  
94261 Fresnes Cedex

**Arnaud VANNIER**  
272336 T Bloc A 323 - 42, rue de la Santé  
75674 Paris Cedex 14



Emgann. Emsav sokialour evit dieubidigezh vroadel Breizh. BP 71. 22202 Gwengamp. - Pelleier : 02.96.44.09.24.  
Nouvelle adresse de notre site internet : <http://www.maxi-web.net/~emgann>

EMGANN, kazetenn EMGANN/Organe du mouvement EMGANN. Renner ar gazetenn/Directeur de la publication : Denez Riou.

Mouler/Imprimerie : Imprimerie Henry Péderreg. Chomlec'h/Adresse : BP71 - 22202 Gwengamp Cedex. Komanant/Abonnement : 150 L. Bep miz/Mensuel CPPAP : N° 65664. ISSN : 0763 5392